

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

#2
JAN10

LEUR IDENTITÉ C'EST RACISME ET EXPLOITATION

DANS CE NUMÉRO

GAZA, UN AN APRÈS
L'ATTAQUE ISRAËLIENNE

Page 4

H1N1 : LE BUSINESS DE
LA PEUR

Page 4

DOSSIER
IDENTITÉ...
INTERNATIONALE

Pages 5 à 7

RÉFORME DES LYCÉES

Pages 10 et 11



NOTRE IDENTITÉ : TOUS CONTRE SARKO



NPA
JEUNES

COPENHAGUE

DÉROUTE AU SOMMET, VICTOIRE À LA BASE !

Du 7 au 18 décembre 2009 se tenait la conférence de Copenhague sur le climat. Elle réunissait des représentants de 193 gouvernements pour négocier un accord international faisant suite au protocole de Kyoto. Un contre-sommet dont, la manifestation internationale du samedi 12 décembre constituait le point d'orgue, était organisé pour protester contre l'inefficacité écologique et l'injustice sociale des mesures envisagées. Que retenir de ces événements ? Tout d'abord, les classes dirigeantes ont prouvé qu'elles n'avaient d'autre volonté que de continuer les politiques déjà menées. Ainsi, aucun objectif chiffré n'est ressorti du sommet et les gouvernements ont clairement montré qu'ils étaient entièrement au service du capitalisme, prétendument écologique, mais en fait beaucoup plus « capitalisme du vert » que « capitalisme vert ». Il s'agit de ne surtout pas gêner les sources de profit existantes et si possible de trouver de nouveaux débouchés, comme le marché des droits à polluer. Comme toujours, cela se fait sur le dos de la planète, sur le dos des pays pauvres qui subissent l'impérialisme des pays développés, sur le dos des jeunes et des travailleurs.

Les classes dominantes n'ont pas hésité à utiliser toutes les forces répressives à leur disposition pour tenter d'étouffer ou de discréditer la colère populaire. Ainsi, nos camarades venus en bus ont été bloqués à la frontière plusieurs heures le samedi matin pour les empêcher d'assister aux débats et la police a arrêté de façon aveugle des centaines de manifestants (968 arrestations « préventives »).

C'est bien le signe que les capitalistes ont peur des grandes mobilisations populaires : environ 100 000 manifestants étaient présents à la manifestation internationale du 12 décembre, soit le double de ce qu'attendaient les organisateurs. Peuples indigènes, paysans du Nord comme du Sud, ONG, forces sociales et partis politiques défilaient côte à côte pour protester contre ce système qui affame les peuples et détruit la planète. Jamais n'avaient eu lieu de telles mobilisations de masse pour la défense de l'environnement.

CHANGER LE SYSTÈME, PAS LE CLIMAT

Mais c'est surtout par la radicalité de la mobilisation que Copenhague fera date. La remise en cause du capitalisme était présente de façon explicite dans de larges pans de la manifestation, comme

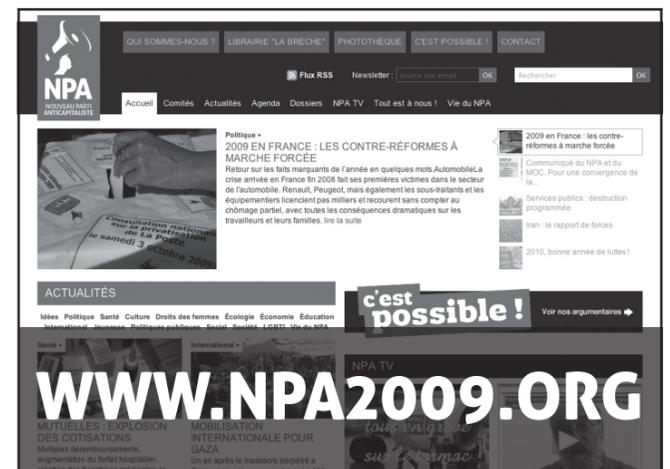


(Photothèque Rouge)

en témoigne l'importance du bloc « *Change the System, not the Climate!* » dans lequel défilait le NPA. C'est le signe qu'un changement qualitatif est en train de s'opérer sur ces questions. De plus en plus de personnes comprennent que les enjeux climatiques sont indissociables des enjeux sociaux et qu'il est impératif de dépasser le cadre de l'écologie institutionnelle et de descendre dans la rue si l'on veut éviter le pire. Ce point est très positif car il montre qu'il est possible de construire un grand mouvement populaire à la fois écologique et radicalement anticapitaliste. En France, des collectifs unitaires tels « Urgence Climatique, Justice Sociale » (UCJS) se mettent en place et rencontrent un écho favorable, y compris dans la jeunesse. Il faut y participer pour préparer les mobilisations de demain et prouver la justesse programmatique de notre anticapitalisme.

Plus que jamais, laisser les clés de notre avenir aux mains des capitalistes serait suicidaire. Ils ont déjà trop souvent prouvé comment ils le détruisent. Il faut à l'inverse construire un vaste mouvement d'ensemble pour renverser le capitalisme et instaurer le socialisme, seul système capable d'assurer la satisfaction des besoins de la population tout en préservant l'environnement.

Clément (Paris)



EN BREF !

GRÈCE

En Décembre 2008, suite à l'assassinat d'un jeune de 15 ans, un mouvement de révoltes a embrasé le pays. Un an après, pour la date anniversaire de cet événement, des manifestations étaient organisées. Pour éviter une nouvelle explosion sociale, une répression rarement atteinte avec notamment une attaque directe contre l'asile des universités (en Grèce, la police n'a pas le droit d'intervenir sur les campus) a été mise en place. 19 universités et plusieurs lycées ont été bloqués. Des manifestations importantes ont aussi eu lieu. Un signal de lutte adressé au gouvernement qui vient d'être élu : les jeunes et les salariés grecs ne se laisseront pas faire !

SOLIDARITÉ AVEC L'UGET !

La répression de l'État tunisien à l'égard de l'Union Générale des Etudiants de Tunisie (UGET) ne cesse de s'intensifier. Elle toujours empêchée de tenir son congrès. Plusieurs militants purgent des peines de prison. D'autres, y compris le secrétaire général, ont des procès en cours. Les gardes à vue, les arrestations arbitraires et même les kidnappings sont fréquents. Le 1er novembre dernier, 13 militants de l'UGET ont été arrêtés pour avoir organisé et participé à un sit-tin pour le droit au logement des étudiants. Nous exigeons la libération immédiate de tous les militants emprisonnés ainsi que l'abandon de toutes les poursuites à leur encontre et la réintégration dans leur université de tous les étudiants exclus.

SOLIDARITÉ AVEC LA JEUNESSE BASQUE !

Fin novembre, 34 militant-e-s des différents mouvements de la jeunesse basque ont été arrêtés arbitrairement. Parmi eux, des représentants du mouvement féministe, des activistes pour le droit au logement, des membres des différentes

assemblées de jeunes basques, des militants politiques... Un mouvement de la jeunesse qui s'organise pour une alternative sociale et politique. Nous exigeons leur libération ainsi que celle de tous les prisonniers politiques et sommes solidaires de leurs luttes, y compris pour l'autodétermination.

NOUVELLE ORGANISATION DE JEUNESSES PHILIPPINES

Fin novembre, aux Philippines a eu lieu le congrès de fondation d'une organisation de jeunesse appelée Katipunan ng mga Kabataang Kadre (Société des cadres jeunes). Il s'agit d'une organisation luttant pour le socialisme et qui veut tenter de défendre l'ensemble des exigences démocratiques et sociales des différents peuples des Philippines.

L'objectif est de rassembler dans une organisation démocratique pluraliste l'ensemble des jeunes voulant abattre le capitalisme. Aux Philippines comme en France la jeunesse est l'étincelle de la révolution !

ÉTUDIANTS EN GRÈVE EN CALIFORNIE

Fin novembre, une quarantaine d'étudiants a été arrêtée à Berkeley, l'un des plus prestigieux campus du monde. Ils occupaient leur fac contre une hausse des frais de 32%, elle-même due à des coupes de budgets dans tout l'État de Californie. Des rassemblements similaires avaient lieu à UCLA et Santa Cruz. Le gouverneur Schwarzenegger voulait rejouer à Terminator avec l'avenir des jeunes... Il a du leur envoyer des Robocops !

VIOLENCES POLICIÈRES

Le 15 décembre, alors que les lycéens de Saint-Exupéry faisaient le tour des bahuts de Lyon pour débrayer, une voiture a foncé sur la manif, roulant sur le pied d'une lycéenne... Une voiture de

la BAC ! Cette intervention a été suivie d'interpellations. Un lycéen s'est cassé une jambe en sautant dans un fossé pour leur échapper. Il voulait passer le bac, il a été poussé par la BAC !

SURVEILLER PLUS POUR EDUQUER MOINS

Le 7 janvier 2010, des enseignants du Lycée Lucie Aubrac de Pantin (93) ont décidé de stopper les cours après qu'ils ont appris qu'une équipe mobile de sécurité (EMS) allait s'installer. Si les crédits L'Éducation nationale disparaissent, on trouve de l'argent pour créer ce type de postes !

POUR LA RÉINTÉGRATION D'OLIVIER MAHEO DANS LE CORPS DES AGRÉGÉS !

Un agrégé stagiaire du lycée Utrillo de Stains (93), par ailleurs syndicaliste, a vu sa titularisation retardée, avant d'être muté dans un autre lycée - où il remplace un prof contractuel « remercié » après deux heures de cours ! Mais dans son lycée d'origine, il n'est pas remplacé ! D'un côté des salariés qu'on déplace comme des objets ou qu'on vire comme des kleenex, de l'autre des lycéens en galère... C'est pourquoi une grève a éclaté à Utrillo. Face à une application concrète des réformes, on voit bien que la seule réaction possible est de se battre !

MITTERRAND VOLE LE BOULOT DES INTERMITTENTS !

Après Arthur et ses spectacles pas drôles, c'est un autre animateur sarkozyste, Frédéric Mitterrand, qui se lance dans l'humour. Il a présenté son spectacle au Ministère de la culture le 8 janvier, en présentant le collège de la Haute Autorité pour la diffusion des oeuvres et la protection des droits sur Internet (Hadopi). Quand un journaliste demande quel est le budget de la Hadopi, Mitterrand se tourne vers la nouvelle présidente

du collège : « Savez-vous de combien d'argent vous disposez ? » Elle répond que non... « Comment la présidente de la nouvelle autorité a-t-elle été désignée ? » Il répond qu'il « ne peu[t] rien dire »... « Combien vont coûter les modifications technologiques aux fournisseurs d'accès à l'Internet ? »... « Je sèche », répond le Ministre... Mais à la fin, il annonce que les premiers avertissements anti-téléchargement seront envoyés vers avril. Tous à nos Torrents !

ENFERMEMENT DES MINEURS

Un rapport du département de la Justice indique que plus de 12% des jeunes placés dans des centres de détention pour mineurs aux États-Unis, ont été agressés sexuellement, en 2008-2009, dans huit cas sur dix par le personnel d'encaissement. 26 550 mineurs sont en détention dans ces centres, pour la plupart privés. Plus de la moitié ont moins de 16 ans. Et 65% des jeunes qui avaient déjà été victimes d'agression sexuelle dans un établissement précédent rapportent avoir été agressés à nouveau une fois transférés dans un autre centre. Pour rappel, l'année dernière Rachida Dati déclarait que l'enfermement des mineurs relevait du « bon sens »...

(MAL)LOGEMENT DES JEUNES

Alors que l'hiver se fait plus rugueux, les centres d'hébergement d'urgence étaient déjà pleins début janvier. Ceux qui composent le 115 sont de plus en plus jeunes. Environ 25 % des nouveaux nécessiteux ont moins de 25 ans et sont dehors pour cause de rupture familiale, violences conjugales, perte de logement liée à une perte d'emploi, trop bas salaires... Descendons dans la rue maintenant, pour ne pas nous y retrouver demain !

PALESTINE

GAZA, UN AN APRÈS



Manifestation pour Gaza, Marseille le 27 décembre (Photothèque Rouge)

Un an après l'attaque de Gaza par le gouvernement israélien, offensive meurtrière qui a coûté la vie à plus de 1400 personnes et a causé des dégâts matériels importants, la situation des Gazaouis est toujours critique. Le blocus du territoire se prolonge depuis 2007.

LA RÉSISTANCE NE DESARME PAS ET S'ORGANISE

Répondant à l'appel de la société civile et des travailleurs palestiniens, une marche pour la liberté de Gaza a été organisée des deux cotés de la frontière par la Coalition Internationale pour mettre fin au siège illégal de Gaza, en lien avec le comité de la campagne boycott, désinvestissements, sanctions (BDS). 1500 militants internationaux sont venus d'Europe, des États-Unis, d'Asie et du Moyen-Orient au Caire. Malgré le blocage de l'accès à Gaza par l'Égypte (fidèle alliée d'Israël), cette action montre que les Palestiniens ne sont pas seuls. Le « Bloc de la paix » (Gush Shalom) et « La Paix Maintenant » (Chalom Akhshav), les principales organisations pacifistes et progressistes d'Israël, apportent une énergie toujours croissante dans cette lutte. Si elles ne remettent pas en cause l'existence d'Israël, elles ont le mérite, de même qu'une partie des intellectuels israéliens, comme Michel Warchawski, président du Centre d'information alternative à Jérusalem ou Ilan Pappé et Neve Gordon, historiens israéliens, d'aller à contre-courant des gouvernements sionistes qui se succèdent pour opprimer les Palestiniens.

ATTAQUER ISRAËL AU PORTEFEUILLE !

Mais il ne faut pas perdre de vue le caractère double de l'oppression des Palestiniens. A l'oppression nationale impérialiste s'ajoute l'oppression capitaliste. C'est en partie le sens de la campagne BDS, lancée en 2005 par les représentants de 172 organisations palestiniennes et relayée à l'échelle internationale par de nombreuses organisations, dont le NPA. Cette campagne est aussi une réaction contre l'exploitation du travail : il n'existe pour

le prolétariat palestinien ni salaire minimum, ni âge maximum, ni limite du temps de travail.

A l'image des pressions économiques qui ont en partie contraint le gouvernement sud-africain à renoncer à l'apartheid, le but est de forcer Israël à la paix en attaquant sa bourgeoisie là où elle souffrira le plus : au portefeuille. En France, cette campagne a véritablement décollé l'an dernier après les massacres de Gaza et commence à remporter quelques succès : la banque Dexia, qui participe aux financements des colonies, en a retiré ses capitaux. De même, Veolia a perdu plusieurs marchés pour son implication dans cette exploitation. Un mouvement est en cours face au projet du conseil régional du Languedoc-Roussillon de faire de Sète un port d'entrée en Europe de marchandises d'Agrexco dont 70% des produits (fruits et légumes) viennent des colonies.

Le boycott n'est sans doute pas suffisant. La classe ouvrière palestinienne a un rôle central pour imposer une paix réelle, en bloquant l'économie, entraînant les travailleurs des autres pays arabes et d'Israël contre leurs propres gouvernements, pour dépasser les clivages nationaux et aller vers l'unité de tous les opprimés, quelle que soit leur nationalité, contre tous les capitalistes. Mais la campagne BDS permet de sortir les Palestiniens de leur solitude en isolant leur principal oppresseur.

Cette campagne a pour l'instant certaines limites : elle est jeune et encore peu implantée aux États-Unis, le principal soutien et partenaire commercial d'Israël. Elle reste surtout centrée sur les produits matériels et agricoles, même si le secteur tertiaire a commencé à être touché. Tout cela n'est qu'un début. La résistance au colonialisme et à l'exploitation des peuples se coordonne et s'amplifie. La campagne BDS a déjà obtenu en quatre ans plus de résultats que dans les 20 premières années du boycott en Afrique du Sud. Ensemble, avec toutes les organisations progressistes et révolutionnaires, luttons pour une paix juste et la fin de toutes les exploitations !

Pierre F. (Toulouse)

EDITO

2010... Une nouvelle décennie s'ouvre. Nous avons vécu les années 2000, les années des luttes contre Le Pen et pour la régularisation des sans-papiers, les années des luttes dans les facs, les lycées, les boîtes de précaires, les années de lutte contre les occupations en Irak et en Palestine...

Mais des années où la classe dominante a été à l'offensive contre nos droits. Si on change d'année, on ne change pas de situation. Contrairement à ce que nous racontent les ministres et Sarkozy, la crise n'est pas terminée. Peut-être que pour eux et leurs amis les profits battent des records et que les cours boursiers remontent. Mais pour nous, c'est toujours le chômage qui augmente et les conditions de vie qui se dégradent. Leur politique consiste toujours à briser notre avenir en bradant nos diplômes, en augmentant le niveau de qualification demandé pour accéder à un futur décent, tout en nous barrant la route pour faire des études de qualité.

La droite a appris de nos luttes et de nos révoltes ; elle a appris à nous réprimer, à nous envoyer les flics sur les blocages des lycées, à réprimer administrativement à tour de bras. Elle a appris à nous diviser pour faire oublier les problèmes du capitalisme, à nous parler d'immigration et d'insécurité, à montrer du doigt les immigrés, les musulmans, les sans-papiers comme responsables de nos problèmes, comme des menaces pour une identité que nous serions supposés partager avec les capitalistes.

Il y a un an, notre camp social faisait une démonstration de force en faisant reculer la réforme du lycée, avec des journées de grève interprofessionnelle et des millions de travailleurs dans les rues, avec un mouvement de plusieurs mois dans les facs, avec évidemment la grève générale historique des travailleurs de Guadeloupe. C'était une belle manière de finir la décennie qui a vu le mouvement social et anticapitaliste se reconstruire et la légitimité du capitalisme se réduire.

Nous devons ouvrir les années 2010 avec autant de rage et de détermination, en faire les années de l'émergence d'un autre projet de société, d'une alternative politique au capitalisme. Ce projet se construira par en bas, par les luttes de la jeunesse, des travailleurs. Et ça commence aujourd'hui ! ✪

La rédaction

RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES

UNE SEMAINE EN ITALIE POUR CONSTRUIRE LA RÉVOLUTION



Meeting aux Rencontres Internationales de Jeunes en 2008 (QI)

Après avoir gagné l'abrogation de la réforme Chatel, de la masterisation des concours et la fin des contrats précaires pour tous les jeunes, sans doute aurons-nous envie de prendre une semaine de vacances... Et pourquoi pas en participant aux Rencontres Internationales de Jeunes sous le soleil de l'Italie ? En effet, depuis 27 années maintenant, un camp est organisé chaque année regroupant près de 500 jeunes militants anticapitalistes et révolutionnaires du monde entier. C'est une semaine de débats, de discussions et d'échanges militants pour mieux comprendre le monde et agir ensemble pour construire une autre société.

Partout la crise du capitalisme a des conséquences dramatiques sur les jeunes et les salariés. Et les attaques contre lesquelles nous luttons sont souvent similaires. Mais rien d'étrange à cela ! En effet, les capitalistes, eux, sont très organisés à l'échelle internationale pour mener leur politique de casse de nos droits sociaux ou pour faire leurs sales guerres pour le contrôle des richesses du globe.

C'est à cette échelle que nous devons aussi nous organiser. Les RIJ sont un moment privilégié pour cela. Dans ce cadre, nous pouvons discuter de nos expériences de luttes communes et analyser les attaques que la classe dirigeante met en place. C'est aussi une semaine où sont organisés des débats et formations marxistes qui permettent de mieux comprendre la société dans laquelle nous vivons et les moyens d'en changer. Des liens militants se tissent entre des jeunes de toutes l'Europe, d'Afrique ou encore des Philippines.

Enfin, c'est un espace dans lequel nous cherchons à développer d'autres rapports entre les gens, sans concurrence ou oppressions sexistes, homophobes ou racistes. Et tout ceci dans une ambiance détendue et festive !

Cette année les RIJ auront lieu en Italie, la dernière semaine de juillet. Il est possible de s'inscrire dès maintenant. N'hésitez pas !

Danny Dhan (lille)

GRIPPE A

LE BUSINESS DE LA PEUR

COMMENT ÉCRASER UNE MOUCHE AU MARTEAU-PILON ?

En avril 2009 un nouveau virus grippal, le H1N1v, transmis à l'homme par le porc et à transmission interhumaine, est apparu au Mexique et s'est rapidement répandu à la surface de la planète. Ce virus ainsi que le virus de la grippe aviaire H5N1 de 2004 et d'autres moins connus sont issus des élevages intensifs mal sécurisés du capitalisme sauvage des pays émergents, où la loi du profit impose le non respect des règles sanitaires (1). H1N1v s'est rapidement révélé être plus contagieux que les virus de la grippe saisonnière du fait de l'absence d'immunisation naturelle des populations. Mais il s'est aussi rapidement révélé aussi peu mortel que ces derniers, et ce dès le mois de mai 2009 (2). Pourtant, l'OMS et les gouvernements ont tout de même entamé une politique de santé publique qui n'a fait que s'enfoncer dans la démesure. En réalité, ce ne fut que l'application des dispositifs mondiaux mis en place pour faire face à une pandémie de H5N1 qui n'avait jamais eu lieu et qui avait coûté très cher. Ils ont d'abord utilisé les stocks d'Oseltamivir (Tamiflu, laboratoire Roche) achetés en 2004-2005 lors de l'épizootie H5N1. Ce médicament est pourtant inefficace dans la prévention des complications de la grippe (3) si bien qu'au début de sa commercialisation dans les années 1990 il était jugé comme un médicament de confort. Il permit pourtant au laboratoire Roche d'enregistrer 64% de croissance de bénéfices par an entre 2004 et 2005 du fait des commandes d'États (1). Ils ont en outre commandé des millions de doses



Vaccination (DR)

de vaccins pandémiques aux labos dominants le secteur (Sanofi-Pasteur, GSK...). Ces vaccins furent élaborés dès 2005 à partir des souches H5N1 et adaptés à la va-vite à la souche H1N1v. Les autorisations de mise sur le marché furent bradées et les labos obtinrent des pouvoirs publics de ne pas être inquiétés en cas d'accidents vaccinaux. Or, tandis que H1N1 n'est pas H5N1 en termes de mortalité (0,01% pour la première contre 30 à 60% pour la seconde), les profits pour les labos pharmaceutiques, eux, étaient les mêmes ! Le gouvernement français s'illustra particulièrement dans la démesure en étant l'un des seuls pays

à acheter suffisamment de doses pour couvrir toute la population (4). Le but était double : garantir les profits des labos mais également maintenir le salariat au travail pour ne pas perturber le profit global du capital. Résultat, aujourd'hui, tandis que le deuxième, voire le troisième, pic épidémique s'achève sans que la grippe A ait dépassé la mortalité de la grippe saisonnière (5), le gouvernement français ainsi que d'autres cherchent à se débarrasser du surplus de vaccins en prétendant le revendre au prix d'achat ou en prétendant annuler des commandes.

ET PENDANT CE TEMPS, LES VRAIS PROBLÈMES SANITAIRES SONT DÉLAISSÉS

Ce fut donc une campagne instrumentalisant la peur, qui en pleine réduction massive des dépenses publiques fit déboursier presque un milliard à l'État pour une épidémie qui, s'essouffant, n'a tué que 13 000 personnes dans le monde (6). A mettre en parallèle avec le silence meurtrier qui entoure les millions de morts chaque année du paludisme, du SIDA et de la tuberculose alors que des traitements ou des vaccins existent mais que leur fabrication par des intérêts privés les empêche d'être dispensés (barrage des brevets, faible solvabilité des pays pauvres). L'équivalent de milliers de morts chaque jour.

Demian (Paris)

(1) LABLANCHE P., VILLAIN C., *La peur des poulets*, édition Ramsay, 2007(2) voir la déclaration du gouvernement mexicain dans BOUCHE G., *A-H1N1, grippe porcine : état des lieux*, éd. Res publica, 2009(3) voir l'article de la revue *Prescrire*, indépendante des labos par le financement et l'engagement : <http://www.prescrire.org/aLaUne/dossier-GrippeA15dec4.php>

(4) voire la note de l'InVS sur la stratégie vaccinale dans 18 pays du 31 octobre 2009

(5) <http://www.prescrire.org/aLaUne/dossierGrippeA15dec2.php>

(6) bulletin épidémiologique du 29 décembre de l'InVS

DROIT À L'AVORTEMENT

DROIT MENACÉ

La crise continue, et les femmes sont en première ligne des attaques. Bachelot avec sa réforme pour un hôpital rentable, fait fermer plusieurs centres d'IVG (Interruption Volontaire de Grossesse) et maternités, considérés comme non rentables. En île-de-France, trois centres IVG ont déjà fermé (à Broussais, Rostand et Tenon). Deux devraient bientôt suivre (à Avicenne et St Antoine). À Lyon, c'est celui de l'Hôtel Dieu qui a été fermé. À eux seuls, ils pratiquaient 14 200 avortements chaque année. Les délais d'attente pour se faire avorter sont déjà de 3 semaines et tous les frais ne sont pas remboursés par la sécu. Les mineures doivent toujours faire un entretien social. Et même si, avec la loi de 2001, il y a eu un allongement du délai légal de 12 à 14 semaines d'aménorrhée (absence de règles), il reste insuffisant : ce sont encore 3000 à 5000 femmes qui avortent à l'étranger. Du coup, ces fermetures de CIVG entraînent une réelle entrave au droit à l'avortement.

La politique libérale du gouvernement s'inscrit aussi dans un certain contexte idéologique de retour à l'ordre moral. De nouveaux groupes réactionnaires comme les groupes dits « pro-vie » s'affichent sur la scène publique : prières devant des centres d'IVG, marches pour la vie, manif...

Il s'agit en réalité de groupes d'extrême droite anti-avortement, en général catholiques intégristes.

C'est notre liberté de décider qui est attaquée. De fait, dans la société il est toujours mal vu qu'une femme puisse décider par elle-même et pour elle-même. Qu'il s'agisse de notre sexualité, du droit à avorter ou du fait de subir des violences, on veut nous faire comprendre que nos corps leurs appartiennent et qu'ils en disposent comme bon leur semble. Les femmes sont vues comme des objets et non comme des sujets.

MAIS NOS CORPS NOUS APPARTIENNENT, C'EST À NOUS DE DÉCIDER !

A Paris, le collectif unitaire du 20ème arrondissement a organisé occupations et manifestations pour le maintien du centre IVG de Tenon et à gagné un accueil des femmes désirant avorter. À Lyon, un collectif unitaire s'est monté autour du planning familial : il a gagné le transfert de toutes les pratiques d'IVG de l'Hôtel Dieu à Edouard Herriot. À Grenoble et Nancy, des collectifs se forment contre la présence des anti-IVG.

C'est par la lutte que les féministes des années 70 ont arrachés ces droits. C'est par la lutte qu'on les conservera !

Partout où le droit à avorter est menacé, il faut organiser la résistance !

Elsa (Saint-Denis)

Signez la pétition sur: <http://orta.dynalias.org/petition-structures-ivg/home>

ÉTUDIANTS INFIRMIERS

SYSTÈME GRIPPÉ



Manifestation d'élèves infirmiers (DR)

Cela fait depuis mi-novembre que les étudiants infirmiers sont réquisitionnés pour vacciner la population contre la grippe A et cette période de réquisition doit se poursuivre jusqu'au 12 mars. Les étudiants doivent vacciner à la chaîne et souvent gratuitement (seules les heures de réquisitions effectuées en dehors du temps de stages seront payées) week-end et vacances compris sachant que les journées peuvent aller de 8h30 à 22h30 ! Tout cela dans des conditions qui sont incompatibles avec la santé des patients (dans certains centres il n'y a pas de points d'eau, pas de gants...). De plus ces conditions obligent les étudiants à ne pas respecter leurs futures compétences professionnelles (prendre la même seringue pour prélever et pour piquer, piquer dix fois dans le même flacon avec un caoutchouc altéré qui tombe en morceaux : pratiques qui sont considérées comme de graves fautes d'hygiène et donc éliminatoires lors de nos mises en situations

professionnelles).

Les réquisitions se font par téléphone (ce qui est illégal : une réquisition doit être nominative et envoyée, concrètement cette illégalité signifie qu'en cas d'incident l'étudiant ne sera pas protégé). Plusieurs étudiants infirmiers ayant refusé de se présenter au centre de vaccination ont vu la police débarquer à leur domicile et se voient menacés de plusieurs milliers d'euros d'amende. Légalement, seules les fonctionnaires d'État peuvent être réquisitionnés. Les réquisitions d'étudiants sont donc illégales !

TOUT TRAVAIL MÉRITE SALAIRE !

Si on demande aux étudiants infirmiers de vacciner ce n'est pas un hasard. C'est le résultat des politiques des gouvernements successifs qui ont les uns après les autres supprimé des milliers de postes infirmiers, fermé des dizaines d'Instituts de Formation en Soins Infirmiers et placé l'hôpital

public dans une situation de surcharge permanente. S'il fallait aujourd'hui réquisitionner des infirmiers diplômés pour la vaccination, cela désorganiserait gravement le fonctionnement du système de santé. De plus, il est bien plus rentable de faire travailler des étudiants qui seront payés des clopinettes. C'est pour toutes ces raisons que la lutte des étudiants infirmiers doit converger avec la lutte générale contre la casse du service public de santé que la loi Bachelot s'acharne à réaliser.

La mobilisation des étudiants infirmiers se poursuit au mois de janvier. Plus que jamais, il faut exiger la réouverture immédiate des centres de formation, des conditions de vaccination respectant les règles d'hygiène et de sécurité, l'arrêt des réquisitions illégales pour un retour au volontariat, et le paiement intégral des heures de réquisitions d'étudiants infirmiers déjà réalisées.

Séverine (92 Sud)

DOSSIER NOTRE IDENTITÉ... INTERNATIONALISTES

GRÈVE DES SANS-PAPIERS

UNE LUTTE EXEMPLAIRE

Depuis le 12 octobre, un nouveau mouvement de grève de travailleurs sans-papiers tient bon, après celui de 2008 : plus de 6000 grévistes de 2000 entreprises, principalement du nettoyage, de la restauration, du bâtiment, de l'intérim, auxquels se sont jointes des femmes qui travaillent au noir dans l'aide à la personne ou la confection. Le mercredi 6 janvier 2010, ils étaient des centaines, rassemblés sur le piquet de grève des salariés du BTP dans le 6e arrondissement de Paris, pour partager une « galette de solidarité », avec des personnalités du monde du spectacle, venues pour soutenir et populariser la grève.

A cette occasion, grévistes et artistes ont enchaîné les prises de paroles. Se succédaient devant les micros et caméras : Josiane Balasko, Juliette Binoche, Charles Berling, Laurent Cantet, Cali, Antoine de Caunes, Hamé (La Rumeur), Christian Olivier (Têtes Raides), Guy Bedos, Patrick Pelloux et Lilian Thuram (le plus attendu !). Grace, une figure des grévistes du nettoyage, a donné le ton de la soirée en rappelant l'importance des travailleurs sans-papiers dans l'économie française. Décrivant les difficiles conditions de travail dans le nettoyage, elle a expliqué que c'est grâce à eux que les gens peuvent aller au travail. « Pendant qu'ils ne sont pas là, c'est nous qui nettoyons... » Et la grève n'a pas seulement mis en évidence que les sans-papiers étaient des travailleurs, elle a aussi montré qu'ils avaient des employeurs. Les premiers à profiter de la situation, loi ou pas loi, sont bien les patrons. La recherche de la main-d'oeuvre la plus malléable, la

moins chère et la moins susceptible de protester a conduit à l'utilisation très importante de sans-papiers dans certains des secteurs les plus durs. Les artistes ont repris à leur compte les revendications des grévistes à l'instar de Josiane Balasko : « donnons des papiers à des gens qui sont là depuis des années et qui travaillent avec des salaires, avec des fiches de paye, qui parfois payent des impôts et qui n'ont droit à rien ! ». Un sondage de cet automne révélait que 78 % des Français sont favorables à la régula-

tion de travailleurs sans-papiers, à celle de travailleurs sans droits ». Pour les associations présentes parmi les 11 soutiens de la grève, il ne s'agit d'ailleurs pas d'un combat humanitaire mais bien d'un conflit du travail ainsi que nous l'a confié une représentante d'Autre Monde. « On est dans une lutte qui nous concernent tous, a-t-elle ajouté, puisque c'est la question des conditions de travail de chacun. On est vraiment dans un conflit social. C'est la question de la lutte des classes. » La représentante des sans-

PREMIÈRE GRÈVE D'UNE TELLE AMPLÉUR DANS L'INTÉRIM

Les grévistes de l'intérim, au total plus de 1 500 régulièrement décomptés par leur comité de grève, se sont organisés. Comme l'a expliqué un de leurs porte-parole au micro : « les grévistes de l'intérim ont 85 délégués, qui se retrouvent tous les jours à 8h, pour parler de la grève et prendre des décisions ». Ils y discutent de l'avancée, ou pas, des négociations avec le gouvernement, mais également des problèmes qui se posent à eux : façon de réagir à la venue des forces de police sur les piquets, organisation des collectes (entre autres à la porte d'entreprises) pour faire connaître leur mouvement et appeler au soutien. Cette expérience d'organisation la plus démocratique possible, leur sera utile pour l'avenir. Une fois régularisés, ces travailleurs continueront à se défendre contre l'exploitation quotidienne.

risation des travailleurs sans-papiers. Un gréviste a souligné ainsi : « la population va plus vite que les élus ». Preuve que les manœuvres politiques du gouvernement ne prennent pas facilement ! La soirée a surtout été l'occasion de rappeler la particularité de ce mouvement : un mouvement de travailleurs qui utilisent leur arme, la grève. Raymond Chauveau, coordinateur de la grève pour la CGT, l'a réaffirmé : « on est passé de l'idée de sans-papiers,

papiers chinois, eux aussi en lutte, a dénoncé d'ailleurs la condition de ces travailleuses, à domicile, de la restauration ou de la confection, totalement au noir, qui bossent néanmoins pour Camaïeu ou Etam. Il est vrai que la lutte de la catégorie la plus exploitée de la classe ouvrière pour échapper à la traque qui la livre au patronat est aussi la lutte de tous les travailleurs pour l'amélioration de leurs conditions de travail et de salaire.

Coline et Manon (Paris)

QU'ELLES SOIENT DE DROITE OU SOCIALISTES

ABROGATION DES LOIS RACISTES

- 1982** : le ministre de la Justice demande aux parquets de requérir systématiquement la reconduite à la frontière contre les étrangers en situation irrégulière
- 1983** : nouvelles directives ministérielles préconisant des contrôles massifs pour détecter les étrangers en situation irrégulière
- 1984** : interdiction de la régularisation sur place des conjoints et des enfants de sans-papiers
- 1986** : loi Pasqua relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ; droit des préfets de prononcer la reconduite à la frontière
- 1993** : loi Pasqua 2 ; les mineurs nés en France de parents immigrés sont tenus à une « manifestation de volonté » pour avoir la nationalité ; interdiction de toute naturalisation d'une personne ayant été condamnée à six mois de prison ; demande d'un certificat d'hébergement pour tout étranger rendant visite à un proche ; obligation pour l'ANPE de vérifier la régularité du séjour des étrangers - en cas de condamnation pour travail sans autorisation, expulsion et interdiction de territoire
- 1996** : loi Debré renforçant le dispositif d'éloignement des sans-papiers, la rétention judiciaire, les pouvoirs de police à proximité des frontières, les pouvoirs du maire dans la délivrance des certificats d'hébergement
- 1998** : circulaires Chevènement pour les préfets, organisant le retour dans leur pays des sans-papiers non régularisés
- 2002** : plan global européen de lutte contre l'immigration illégale
- 2006** : réforme Sarkozy du CESEDA, pour une immigration « choisie » et non « subie »
- 2007** : création du ministère de « l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement »
- 2008** : circulaire européenne permettant l'enfermement sans jugement des sans-papiers pendant 18 mois, supprimant l'aide juridictionnelle obligatoire et gratuite, interdisant de territoire pendant cinq ans les personnes expulsées, permettant l'enfermement et l'expulsion des mineurs non accompagnés



LA SITUATION DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

La politique anti-immigrés menée depuis 2003 par Sarkozy s'attaque également aux étudiants étrangers. Des procédures racistes existaient déjà auparavant, comme la Demande d'Admission Préalable imposée aux étudiants étrangers hors Union Européenne voulant s'inscrire en première ou en deuxième année de fac. Dans la pratique cette procédure touche surtout les étudiants africains et asiatiques, notamment ceux issus d'anciennes colonies françaises. Les différentes lois CESEDA (2003, 2006...) et les quotas d'expulsions (28 000 pour 2010) fixés depuis 2007 ont entraîné un durcissement des pratiques, et une généralisation des procédures discriminatoires : mise en place de Campus France, qui sert à appliquer des quotas d'accueil pour les étudiants

étrangers, délivrance automatique d'une OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français) pour tout étudiant ayant redoublé deux fois son année. La situation des étudiants étrangers est marquée par de nombreuses discriminations : impossibilité d'accéder aux bourses, obligation de prouver un certain niveau de ressources (6000 euros sur un compte en banque), difficultés accrues pour accéder à un logement... Concernant le travail, les étudiants étrangers ont le droit de travailler 21h par semaine, s'ils sont pris en train de travailler plus ils reçoivent une OQTF. La législation française a donc vocation à favoriser l'accueil d'étudiants fortunés et de forcer les étudiants les moins solvables à un séjour court sur

le territoire. Le durcissement des lois racistes a entraîné une multiplication des cas d'expulsions d'étudiants, mais aussi de plus en plus d'étudiants se retrouvant en situation irrégulière, ou précaire administrativement. Dans les universités, cette situation a poussé les organisations à renforcer leur vigilance et le suivi des étudiants concernés. Sur le modèle des RESF (Réseau Education Sans Frontières), des RUSF (U pour Universités) sont créés. Des mobilisations ont permis d'empêcher l'expulsion d'étudiants sans-papiers comme à Rennes ou plus récemment sur Nanterre.

Hichem (Paris)

Z
O
O
M

Dans la situation actuelle de crise du système capitaliste, l'offensive raciste et réactionnaire de la classe dirigeante est particulièrement importante, comme en témoignent les nombreuses rafles et expulsions de sans-papiers ainsi que le débat profondément raciste sur l'identité nationale. Le 25 octobre dernier était lancé à grands renforts médiatiques le débat autour des questions « d'immigration et d'identité nationale ». Au-delà des visées électoralistes dans cette affaire, le lancement de ce débat témoigne du racisme décomplexé de la classe dirigeante. Il est en phase avec l'idéologie de « la guerre des civilisations » et de la politique de liquidation des acquis sociaux développées par Sarkozy et son gouvernement.

IDENTITÉ NATIONALE

FAUX DÉBAT, VRAIE OFFENSIVE !

La tonalité du débat lancé est très clairement exprimée dans les différentes déclarations des responsables du gouvernement. Besson : « Il faut réaffirmer les valeurs de l'identité nationale et la fierté d'être Français » ; Hortefeux : « C'est notre petit Arabe, il en faut toujours un. Quand il y en a un, ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes. » ; Morano déclarant quant à elle qu'elle voulait « d'un jeune musulman qu'il aime son pays, qu'il trouve un travail, qu'il ne parle pas le verlan, qu'il ne mette pas sa casquette à l'envers ». Dans sa circulaire aux préfets, Besson présente les personnes sans-papiers comme « génératrices » de « délinquance ».

La classe dirigeante se cache derrière des discours sur la France multiculturelle, l'humanisme et le métissage pour mener en réalité des politiques racistes de traque des sans-papiers, d'expulsions, de stigmatisation des étrangers. Pour celui qui a de la mémoire, ces discours n'ont aucune va-

leur et sont destinés uniquement aux électeurs facilement manipulables. Le débat actuel sur l'identité nationale le montre bien : il s'agit de graver dans le marbre une culture et une identité dont seront exclus tous ceux qui ne s'y reconnaissent pas. Et lorsque l'on lit la circulaire gouvernementale de cadrage des débats sur l'identité nationale, on découvre que dans le nouveau contrat entre l'étranger résident (ou l'étranger demandant la nationalité) et la Nation, il y aura un cycle exigeant de formations sur les valeurs de la République. Le débat sur l'identité nationale a commencé voici plusieurs semaines et l'on peut déjà constater les dérapages racistes ou les véritables délires sur le mythe de la France blanche et chrétienne. Si le gouvernement tente de nous expliquer à tous ce que signifie la culture française auquel l'étranger est sommé d'adhérer, il fait bien comprendre aussi que l'on demande à l'étranger, tout comme à ses enfants nés en France, d'abandonner sa culture d'origine.

IDENTITÉ NATIONALE

LÉGITIMER LES IDÉES DE L'EXTRÊME DROITE

Le contexte dans lequel se déroule ce débat et les protagonistes qui le portent renforcent l'inquiétude qu'il nous inspire. Lancé par le scandaleux ministère de l'Identité nationale et de l'immigration, qui par sa politique d'expulsions massives et de traque des étrangers remet au goût du jour un racisme ordinaire administré, dans laquelle la France a une certaine expérience, ce débat ne pouvait qu'attiser la haine de l'autre et profiter au FN, ce qui se vérifie deux mois après son lancement.

Les récents « dérapages » de politiques au cours de ce débat n'en sont pas. Ils nous alertent sur un dangereux retour du refoulé d'un racisme décomplexé de personnes qui se sentent couvertes par le signal gouvernemental. A l'approche des élections régionales, le gouvernement espère à nouveau faire recette en agitant la peur et les thèmes populistes de l'immigration et de la sécurité, quitte à légitimer les positions du FN.

La volonté de définir une « identité nationale » correspond clairement à des



intérêts de classe. L'exaltation du chauvinisme, et la désignation d'un bouc émissaire - aujourd'hui les musulmans, comme hier les juifs - permet au pouvoir de détourner l'attention de la misère sociale et économique grandissante provoquée par ses politiques ultra libérales et favorables aux capitalistes. Elle permet surtout de masquer l'opposition de classes en nous donnant l'illusion que nous aurions des intérêts communs avec les capitalistes.



Manifestation des travailleurs sans-papiers en grève, le 12 janvier 2010 (Photothèque Rouge)

IDENTITÉ NATIONALE

UN DÉBAT MENSONGER

Si nous refusons de prendre part au débat sur l'« identité nationale », il n'est pas moins nécessaire de l'analyser, et de décoder en quoi il est révélateur d'une vision du monde reposant sur la haine et le repli sur soi, vision qu'en tant qu'internationalistes nous devons dénoncer et combattre.

L'IDENTITÉ NATIONALE N'A PAS DE RÉALITÉ HISTORIQUE

D'abord la notion d'identité nationale ne repose sur aucune réalité objective. La notion de « Nation » a été construite au cours des XVIIIe et XIXe siècles et, si elle a pu à une époque servir à l'émancipation des peuples, elle a vite été instrumentalisée par le pouvoir politique pour servir ses intérêts pro-

pres. Lors des deux guerres mondiales par exemple, le nationalisme a été utilisé par les bourgeoisies nationales pour briser l'unité pacifique et internationaliste du mouvement ouvrier et légitimer la guerre, l'industrie de guerre et le « sacrifice » du prolétariat sur les champs de batailles et dans les usines d'armements au nom de la patrie. Cette construction intellectuelle s'est imposée en France à coups d'homogénéisation forcée, écrasant les minorités culturelles et linguistiques comme en Bretagne ou au Pays Basque, et de propagande pour laquelle l'École républicaine n'a pas été la moins zélée. Aujourd'hui, la volonté de définir une « identité nationale » participe de la volonté de réécriture de l'histoire qui mettrait l'accent sur les « aspects po-

sitifs de la colonisation », l'« œuvre civilisatrice » de la France, comme la teneur des débats le laisse entendre. L'identité nationale se construit autour d'un passé mythique et est de fait excluante, définir une identité collective impliquant une désignation en miroir de ce qui est autre, étranger, et donc potentiellement menaçant. Parmi les éléments d'identité mis en avant par la droite, la chrétienté tient une place importante, désignant de fait les musulmans comme extérieurs à cette communauté. On retrouve en filigrane l'idéologie du choc des civilisations et la volonté de catégorisation des individus et des rapports sociaux, sur la base de l'ethnicité. Le débat sur l'interdiction de la burqa ne fait qu'enfoncer ce clou rouillé.

UN DÉBAT RACISTE QUI VISE À DIVISER NOTRE CAMP SOCIAL

De tout temps, la bourgeoisie a utilisé le racisme pour diviser les travailleurs entre eux. A chaque crise économique ses boucs émissaires. Il fut un temps, c'étaient les juifs, accusés d'être cosmopolites et communistes. Aujourd'hui, ce sont les musulmans. Depuis la révolution islamique en Iran en passant par la guerre civile en Algérie et l'Intifada palestinienne, jusqu'aux attentats du 11 septembre 2001, les classes dirigeantes pratiquent l'amalgame avec en leur sein, des dirigeants politiques, des journalistes et des intellectuels qui n'hésitent plus à faire l'équation islam = terrorisme.

Face aux racistes et aux réactionnaires de toutes sortes, nous opposons une logique diamétralement opposée : celle de la solidarité entre les travailleurs et les peuples opprimés du monde entier et affirmons que notre identité est profondément internationale comme le sera la révolution pour laquelle nous luttons.

NOTRE IDENTITÉ : TOUS CONTRE SARKO !

Le pouvoir utilise le nationalisme comme « opium du peuple » pendant qu'il détruit les acquis sociaux et les services publics. Cette stratégie est faite pour nous enfumer alors que le capitalisme, lui, est organisé au niveau mondial. C'est pourquoi nous devons lutter contre les discours et les politiques stigmatisant les immigrés, et prendre conscience de ce qui nous unit aux peuples en lutte du monde entier : nos intérêts en tant qu'exploités, en tant que nous n'avons aucun intérêt dans ce système.

Socialisme et internationalisme sont indissociables, et nous devons combattre les réflexes primaires de replis sur soi pour lutter ensemble contre le système capitaliste et proposer une autre conception des rapports humains fondée sur le respect de l'autre et la solidarité.

SEMAINE ANTICOLONIALE 2010

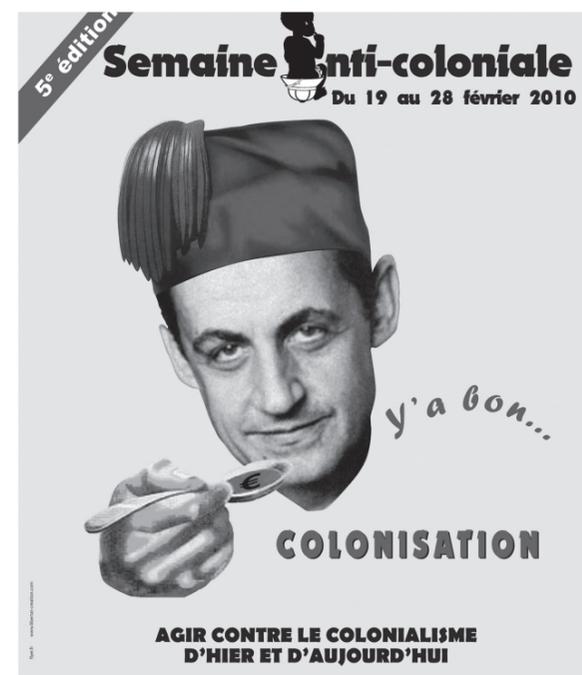
EN FINIR AVEC LE COLONIALISME

Alors que le débat sur l'identité nationale lancé par Eric Besson stigmatise une partie de la population issue des anciennes colonies, pourquoi pas un grand débat sur l'identité coloniale de la France ? C'est ce que propose le collectif d'organisation de la Semaine Anticoloniale qui se déroulera du 19 au 28 février 2010. Il s'agit d'organiser un débat parallèle sur les aspects visibles de « l'identité Française » tel qu'elle se présente aujourd'hui. Un résumé des thèmes abordés :

- Quel rôle la colonisation a-t-elle eu dans la constitution de l'identité nationale ? la colonisation est-elle vraiment la République ?
- L'outre-mer français est-elle une survivance de l'utopie coloniale républicaine ?
- La crise du modèle français d'intégration trouve-t-elle son origine dans la colonisation ?
- Quelle est la place de l'héritage colonial dans la politique étrangère de la France : Francafrique, grandeur de la France, syndrome de Fachoda ?
- Pourquoi cette réhabilitation du passé colonial de la France intervient-elle aujourd'hui ? Quelle est sa signification ?
- Peut-on parler de fracture coloniale dans les quartiers ?
- Comment décoloniser les imaginaires, les représentations : Comment déconstruire la figure médiatique de l'autre, de l'étranger, de l'Arabe ou du Noir ? Cette construction médiatique trouve-t-elle son origine dans l'héritage colonial ?
- Quel travail faut-il accomplir pour réconcilier la mémoire, la culture et l'identité à la lumière du fait colonial et de ses conséquences ?

Le collectif d'organisation de la Semaine Anticoloniale appelle à une manifestation pour la suppression du Ministère de l'Identité nationale :

Samedi 27 février à 15h à Paris, départ de la Place de la Bourse jusqu'au Ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale



STRATÉGIE

LA GRÈVE, C'EST L'ARME DES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS

Depuis octobre, entre 5 000 et 6 000 travailleurs sans-papiers sont en grève pour exiger leur régularisation, avec le soutien d'un large collectif d'organisations (CGT, Solidaires, la CFDT, la FSU, l'UNSA, la LDH, la Cimade, RESF, Femmes Égalité, Droits devant...). Ce mouvement touche des secteurs importants de l'économie, tels que la restauration, le bâtiment, le nettoyage industriel, la restauration, l'aide à la personne ou encore l'intérim. La situation commune de ces secteurs dits « en tension », c'est la soumission aux exigences maximales du patronat, parfois jusqu'à des conditions de quasi esclavage. Ces travailleurs refusent de subir la double peine qui leur est imposée : une exploitation intense en tant que salariés précaires dans l'incapacité de faire valoir la protection du droit du travail ; en tant que résidents privés de l'accès aux droits civiques les plus élémentaires, exposés en permanence au chantage et à la menace. La contrepartie pour le patronat, c'est que quand ces travailleurs habitués à travailler double se mettent en grève, cela a d'autant plus d'effets !

COMBATTRE L'ISOLEMENT DES TRAVAILLEURS EN LUTTE

Dans l'épreuve de force avec le gouvernement, la grève des-sans papiers se doit de combattre l'isolement - comme dans toutes les autres grèves. Les grévistes multiplient déjà les interventions sur les marchés, à la sortie des métros, dans les quartiers populaires avec tracts et journaux. Cela leur permet de s'adresser aux autres travailleurs. Les sans-papiers forment la catégorie la plus exploitée de la classe ouvrière. toutes les bénéfices de leur grève ne pourront que bénéficier à l'ensemble du monde du travail. C'est pour cette raison qu'il faut construire un rapport de force qui ne laisse pas les sans-papiers seuls à lutter. Lors du récent congrès de la CGT, le représentant des délégués des piquets de grève



Manifestation de travailleurs sans-papiers (Photothèque du Mouvement Social)

a proposé à la tribune une grève nationale des travailleurs en solidarité avec les sans-papiers. Ce type de proposition peut permettre de déclencher la mobilisation, et donner une perspective de solidarité à des équipes syndicales. Aujourd'hui encore, malgré le caractère massif et déterminé de la grève, les sans-papiers souffrent d'un grand isolement, voire de l'ignorance du reste de la classe ouvrière. Ce devrait être le rôle des directions syndicales d'informer largement les travailleurs, de permettre aux grévistes sans-papiers de s'adresser aux autres salariés en grève afin d'unifier les ripostes. Ce refus d'oeuvrer à l'unification des luttes pèse aujourd'hui sur la lutte des travailleurs sans-papiers comme sur toutes les autres. Nous devons organiser la solidarité avec les sites occupés par les grévistes. Des réunions d'information, repas et veillées solidaires peuvent être organisés dans les quartiers. Il faut renforcer le soutien financier en organisant des collectes sur nos lycées, nos facs, dans notre entourage et

si possible sur notre lieu de travail. Partout où c'est possible, il faut que les organisations syndicales soutiennent la grève.

RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS PAPIERS !

Une victoire des sans papiers-en lutte serait une énorme point d'appui pour l'ensemble des salariés, et un désastre politique pour tous ceux qui s'acharnent à diviser les travailleurs. Le gouvernement s'échine à alimenter les pires préjugés à travers le faux « débat » sur « l'identité nationale », quitte à alimenter les idées racistes et xénophobes et à renforcer le FN. Dans ces conditions, Sarkozy ne peut que rester inflexible. Il ne veut surtout pas donner l'impression qu'il serait prêt à accepter une régularisation massive. Le gouvernement ne propose qu'une circulaire croupion qui laisse libre cours à l'arbitraire des préfetures et annonce à l'avance un chiffre maximal de mille régularisations. Ce que cela signifie, c'est que le gouvernement n'est absolument pas prêt à céder aux revendications

des travailleurs sans-papiers, car cela serait un grave désaveu de sa politique. La seule solution pour aboutir à une grève victorieuse, c'est d'agir pour la solidarité entre les luttes, pour une mobilisation d'ensemble des travailleurs contre le gouvernement et sa politique. C'est seulement dans ces conditions que l'on pourrait obtenir une régularisation globale des travailleurs sans-papiers, en lien avec la lutte des autres travailleurs. La grève générale en Guadeloupe l'an dernier l'a bien montré, lorsque le rapport de force est très défavorable aux travailleurs, ce n'est que par des luttes d'ensemble que l'on peut obtenir des victoires.

Lancé par un front d'organisations syndicales et politiques large où la CGT est hégémonique, la mobilisation actuelle exige une réelle application de la loi Hortefeux, qui autorise la régularisation de certains sans-papiers travaillant dans des secteurs manquant de main d'oeuvre (bâtiment, nettoyage, restauration...). Évidemment, il est juste de se battre pour que le maximum de travailleurs sans-papiers soit régularisé avec les moyens législatifs existants. Cependant, il sera impossible de développer une lutte massive pour la régularisation des sans-papiers sans combattre la loi Hortefeux elle-même. Cette loi raciste vise exclusivement à stabiliser une petite partie de la main-d'oeuvre dans quelques secteurs, dans l'intérêt du patronat qui en manque. Cela est totalement contradictoire avec la logique d'une régularisation massive. L'esprit de cette loi, c'est le « cas par cas », et on n'en veut pas !

Actuellement, les organisateurs de la mobilisation ne se battent pas pour l'abrogation de la loi Hortefeux. Plus que jamais, il faut exiger l'abrogation de toutes les lois racistes, et la régularisation de tous les sans-papiers !

Romain (94)

FASCISME ET ANTIFASCISME

La société capitaliste comporte en son sein des contradictions internes qui, lorsqu'elles s'exacerbent, plongent le système dans des crises profondes. Celles-ci peuvent aller (par suite de la conjonction de différents facteurs sur lesquels nous ne pouvons nous étendre dans cet article) jusqu'à la difficulté, voire l'impossibilité, pour les capitalistes, de reproduire le capital.

curitaire pour maintenir l'ordre... Alors si le pouvoir adopte une politique de plus en plus agressive envers les travailleurs, que ce soit sur les conditions et les droits au travail, ou sur les libertés, il n'en reste pas moins empêtré dans une situation de chômage de masse, d'inflation, de dépression économique, bref, dans une crise qu'il ne peut pas résoudre tout

sibilité d'engager des actions physiques contre les travailleurs ou leurs organisations, un mouvement fasciste est né. Ce mouvement ne peut devenir massif que si les organisations du mouvement ouvrier ne sont pas crédibles aux yeux des travailleurs, sont dans l'incapacité de s'unir sur la base de l'auto-défense face au fascisme, de proposer une alternative claire de société, une stratégie pour y parvenir, et ainsi d'être à la hauteur des enjeux de la période en répondant positivement à la question brûlante « Socialisme ou barbarie ».

Si la conjonction de ces différents facteurs se produit, le fascisme pourra accomplir son rôle historique de « chien de garde du grand capital » et sera soutenu idéologiquement et financièrement par la grande bourgeoisie qui y trouvera son moyen d'imposer aux travailleurs le niveau d'exploitation qui lui est nécessaire. Entre 1928, en Allemagne, (dernière année avant la crise économique) et 1938 (dernière année avant la guerre), la masse salariale est restée exactement la même. Mais les profits capitalistes ont triplé. Le taux d'exploitation de la classe ouvrière a donc augmenté de 300%.

Lorsqu'il a pris le pouvoir et qu'il a accompli ses tâches historiques le fascisme s'institutionnalise et ses groupes répressifs anciennement massifs et populaires se professionnalisent et deviennent l'État.

QUELLES SOLUTIONS FACE AU FASCISME?

Une période de crise économique est propice au fascisme parce qu'il peut se poser en alternative pour la bourgeoisie et qu'il peut séduire la classe ouvrière en usant de populisme. Mais c'est surtout un moment où les conditions historiques peuvent être réunies pour créer une crise révolutionnaire.

Or les tactiques de front populaire ou front républicain, menées au début du 20^{ème} siècle, venaient à légitimer le pouvoir et le système en place, renforçaient les illusions dans les institutions, au lieu de proposer des perspectives révolutionnaires pouvant répondre aux contradictions exacerbées du système capitaliste. Ces tactiques ne permettent pas de construire la conscience de classe et décrédibilisent les organisations qui participent à ces fronts populaires et laissent ainsi le champ libre au développement des partis fascistes. Face à une théorie qui fondée sur la négation de l'existence de classes sociales, le meilleur moyen de combattre le fascisme, c'est au contraire de faire progresser la conscience de classe, de structurer et d'organiser les travailleurs. Pour ce, l'unité qu'il faut construire avant tout c'est celle d'un front unique ouvrier qui consiste en l'unité, à la base, d'actions et d'autodéfenses, de l'ensemble des organisations ouvrières. C'est ce qui permet à la fois de créer un rempart efficace contre le fascisme et de développer la conscience de classe dans la pratique tout en préparant la crise révolutionnaire, seul débouché politique possible à la crise systémique du capitalisme.

En Allemagne, au début du 20^{ème} siècle,

le fascisme a pu arriver au pouvoir parce que cette nécessité d'unité des organisations n'a pas été appliquée. Au contraire, l'internationale stalinienne, après avoir appliquée la tactique des fronts populaires, fait un revirement stratégique en théorisant que l'ennemi principal n'était pas le fascisme mais la social-démocratie, alors dénommée social-fascisme. Dans la pratique, cette analyse, meurtrière pour l'histoire de l'humanité, a fait que les socialistes et les communistes, au lieu de s'unir contre le fascisme, se sont mutuellement détruit et ont ainsi permis aux nazis de prendre le pouvoir quasiment sans combats.

Le rôle historique du fascisme est de sauver et de maintenir la société capitaliste en période de crise aiguë. Ces crises sont le résultat des contradictions internes du capitalisme, et sont donc récurrentes. Il s'en est produit plusieurs dans l'histoire, il s'en reproduira (jusqu'à la fin du capitalisme). La forme qu'ont pu prendre les différents partis fascistes qui ont dans l'histoire a été le résultat des conditions historiques dans lesquelles ils sont apparus. Les nouvelles formes qu'ils prennent à l'heure actuelle ou qu'ils prendront dans l'avenir sont et seront, elles

des contradictions internes du système, au moment où nous écrivons cet article, n'est pas tel qu'il rendrait imminente la nécessité pour la bourgeoisie de recourir à la solution fasciste. Cependant, l'Histoire nous enseigne que les rythmes historiques peuvent évoluer rapidement, en particulier en période de crise. Il nous faut donc tuer le fascisme dans l'oeuf, en élaborant des alternatives concrètes à même de répondre aux conséquences sociales de la crise que les capitalistes imposent aux travailleurs (interdictions des licenciements, augmentation des salaires, etc.), en ne capitulant pas et en combattant toute forme d'islamophobie, de nationalisme, de racisme en général. Il nous faut aussi aller au-delà en mettant en perspective un projet de société alternatif au capitalisme : le socialisme. La priorité doit donc être de reconstruire la conscience de classe, d'organiser les jeunes et les travailleurs ; cela se fera par la pratique de la lutte des classes au quotidien.

« On ne combattra [le fascisme] qu'en défendant franchement les valeurs socialistes et humanistes de solidarité, qu'en démontrant en pratique qu'elles servent, mieux que les préjugés,



LE LIT DU FASCISME

Ces situations leur imposent de remodeler le système économique et politique de la société pour pouvoir faire repartir la machine. Du fait de la concurrence entre les puissances, exacerbée en période de crise, les besoins de chaque classe dominante nationale deviennent de plus en plus urgents. Le cadre de la démocratie parlementaire propose un double avantage pour le capitalisme : d'une part désamorcer les contradictions explosives de la société par des concessions sociales et d'autre part permettre à la classe dirigeante de participer directement à l'exercice du pouvoir (notamment par le biais des institutions, des médias et des partis bourgeois). Mais elle reste cependant incapable de répondre à l'urgence des besoins de la grande bourgeoisie.

Pour imposer au prolétariat le taux d'exploitation qui lui est nécessaire, le grand capital a besoin de détruire, à tout prix, toute forme d'organisation des travailleurs afin de rendre impossible toute révolte, inévitable au vu de la baisse du niveau de vie. Dans ces conditions, les partis bourgeois traditionnels tentent de s'adapter à la conjonction en se déplaçant de plus en plus à droite. Le pouvoir en place adopte alors des méthodes de plus en plus répressives et s'approprie les thématiques nationalistes et racistes pour diviser les travailleurs entre eux et les faire taire : stigmatisation d'une partie de la population (juifs, immigrés ou jeunes des quartiers populaires par exemple...), appel à rassembler la nation face à la crise, répression des mouvements d'oppositions et du mouvement ouvrier désigné comme les fauteurs de trouble, politique sé-

seul, il fait monter la grogne et se rend de moins en moins crédible aux yeux de la population. Cette politique ne peut pas durer. La situation exige d'exploiter toujours plus les travailleurs et de revenir sur les acquis sociaux.

C'est pourquoi le fascisme devient une alternative à la démocratie parlementaire. Il offre à la bourgeoisie la possibilité de réaliser ses objectifs impérieux dans les rythmes de temps imposés par la conjonction. Cela se fait par la force. Pour détruire les « germes de démocratie prolétarienne dans le cadre de la démocratie bourgeoise », que sont les organisations de travailleurs, le fascisme doit s'appuyer sur un mouvement de masse bien plus important numériquement que ne peuvent l'être les appareils répressifs de l'État. Le parti fasciste trouve son vivier de recrutement chez les petits commerçants, artisans et paysans déclassés et parmi les travailleurs les plus isolés, les plus déclassés, ceux qui ne trouvent aucune solidarité autour d'eux. Il use de populisme et d'une habille démagogie pour séduire les milieux populaires, se déguise en anticapitaliste. Il s'appuie notamment sur la masse de chômeurs dépolitisés, des travailleurs déclassés et sur les éléments les plus marginaux de la société faisant miroiter une issue pour eux. Par ses liens avec le pouvoir et la bourgeoisie il offre parfois même du travail à ses militants. Mais il s'appuie surtout largement sur la petite bourgeoisie qui forme une bonne partie de ses cadres, une petite bourgeoisie de moins en moins confiante envers le pouvoir en place, de plus en plus déclassée et touchée par la crise. Il organise alors ses militants dans des milices et dès que celle-ci ont la pos-



aussi, déterminées par les conditions dans lesquelles ils pourraient servir de dernière roue de secours pour la sauvegarde du capitalisme.

La situation actuelle, de crise économique et sociale, pose la question de la légitimité du capitalisme. On constate également un mouvement net vers la droite des partis bourgeois traditionnels, en particulier l'UMP (politique de plus en plus sécuritaire, raciste, anti-sociale,...). Le degré d'exacerbation

des intérêts réels de tous les salariés, qu'elles donnent un sens à la vie mille fois plus valable que les mythes inhumains. On ne le combattra qu'en réinventant l'espoir de bonheur pour tous. »

Ernesto et Marthe (Aix-en-Provence)

HOMMAGE

SALUT BENSA !

Alors que nous bouclions ce journal, nous avons appris le décès, le 12 janvier au matin, de Daniel Bensaïd. De nombreux jeunes du NPA se souviendront de lui pour ses formations, sa capacité à expliquer les choses, à exposer la pensée marxiste, l'histoire, la théorie.

Daniel avait commencé à militer adolescent. Il avait participé à la fondation de la Jeunesse communiste révolutionnaire en 1966. A l'époque, étudiant à Nanterre, il avait fait partie du Mouvement du 22 mars, considéré comme le déclencheur de mai 68.

Daniel fut un des fondateurs de la Ligue

communiste en 1969 et de la LCR en 74. Il prit des responsabilités importantes dans la Quatrième internationale, organisation internationale dont la LCR était la section française et dont certains militants du NPA se réclament.

C'est lui qui, en 1983, a l'idée d'organiser un camp des jeunes de la Quatrième internationale. Ce camp existe toujours. Il s'y était d'ailleurs rendu en 2005 et en 2006 pour y faire une série d'interventions et de formations. Nous avons pu apprécier la qualité et la pédagogie de ses topos, mais aussi sa simplicité, sa sympathie, son humour. Daniel ne rechignait pas à donner des coups de main ou à venir boire un verre avec nous pour continuer les discussions.

« Bensaï », comme on l'appelait, était très attentif à la jeunesse. Par son expérience militante propre, il connaissait particulièrement le rôle qu'elle pouvait jouer dans la lutte des classes, pour déclencher, entraîner les luttes. Mais il comprenait également l'importance des nouvelles thématiques qui ne se posaient pas forcément quand il avait commencé à militer. La génération qui a commencé à militer dans les années 2000 est différente de celle de mai 68. Elle a moins pour référence les grands théoriciens et révolutionnaires des 19ème et 20ème siècles. Notre politisation s'est faite par d'autres biais, en réponse à la crise et à la dégradation de nos conditions de vie ou sur des questions de société.

Loin d'être un « prof rouge » ou un marxiste dogmatique, Daniel voulait prendre ce qu'il y a de meilleur dans les nouvelles expériences militantes et le rattacher au meilleur de la tradition du mouvement ouvrier, en ayant toujours un regard critique sur le passé. C'est précisément la démarche qui a servi de boussole à la création du nouveau parti anticapitaliste. Là encore, il était présent. Malade depuis plusieurs années, il avait publié de nombreux livres pour participer à la nouvelle élaboration théorique dont nous avons besoin.

Voici une sélection totalement subjective. Dans Les Irréductibles (Textuel, 2001) il contre-attaque les idées de « fin des idéologies », qui mènent à la résignation, à l'enterrement du mouvement ouvrier, tout en montrant les évolutions et les changements... Dans Une Lente Impatience (éditions Stock, coll. « Un ordre d'idées », 2004), il raconte son itinéraire militant ; la lente impatience, c'est la tension entre l'urgence d'en finir avec le capitalisme et la compréhension que le changement ne se fera pas tout de suite. Sans cette compréhension, c'est le renoncement qui gagne. Cette tension, c'est aussi celle de la théorie et de la pratique militante. Daniel était un philosophe, un intellectuel, mais c'était aussi un militant qui ne se mettait jamais sur un piédestal. Dans 1968, fins et suites (Nouvelles Éditions Lignes, 2008), écrit avec Alain Krivine, il répondait à ceux

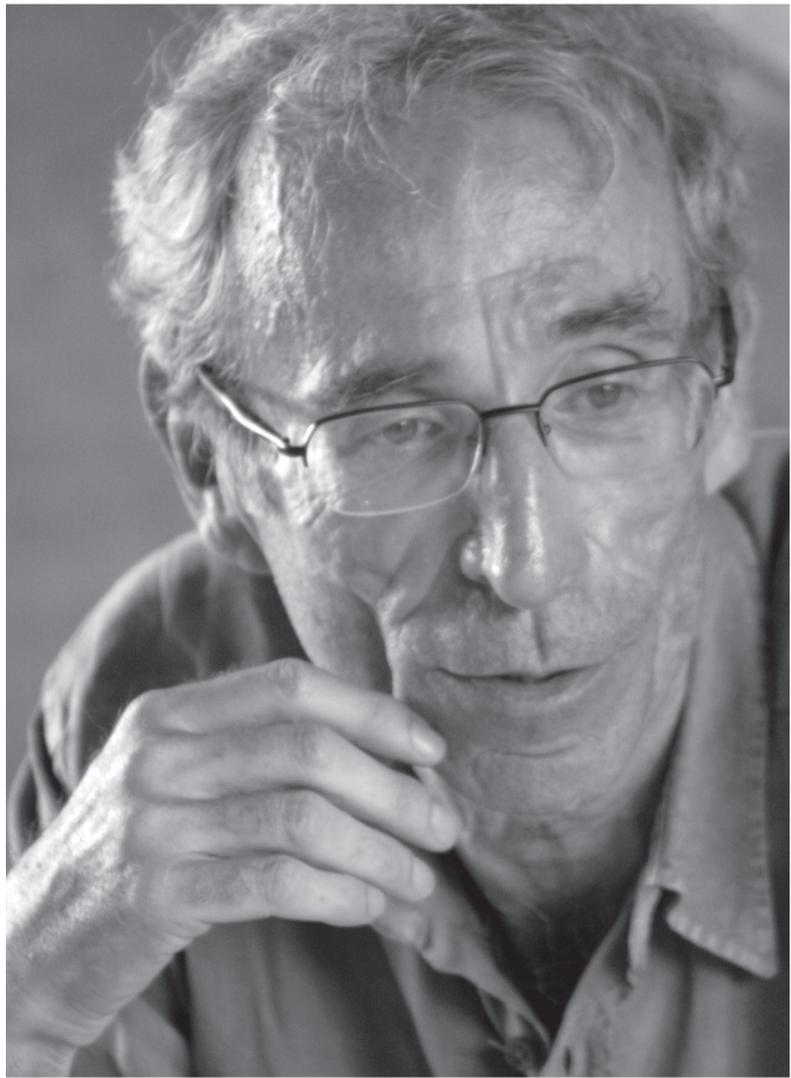
qui veulent enterrer mai 68. A la veille de la fondation du NPA, il publiait avec Olivier Besancenot Prenons Parti pour un socialisme du XXIe siècle (Éditions Mille et une nuits, janvier 2009), qui gardera bien sûr une importance capitale dans la définition du NPA. La même année encore, il a écrit Marx, mode d'emploi, avec le dessinateur Charb (La Découverte, 2009), petit guide de formation d'une importance majeure pour comprendre la crise et la situation actuelle.

On peut aussi lire ses nombreux articles sur les sites d'Europe solidaire sans frontière (http://www.europe-solidaire.org/spip.php?page=auteur&id_auteur=101) ou de la librairie La Brèche (<http://www.preavis.net/breche-numerique/auteur13.html>).

Il faut le reconnaître, tous ses écrits ne sont pas aussi abordables que ses exposés oraux. On peut en écouter sur le site Radio rouge (<http://www.radio-rouge.org/index.php?q=bensaïd>).

Des vidéos se trouvent sur le site du NPA (<http://www.npa2009.org>), une excellente interview sur le site de Rue 89, après la publication de son livre Un nouveau théologien : Bernard-Henri Lévy, (Nouvelles Éditions Lignes, 2008) (<http://www.dailymotion.com/video/x4g6zs>) ou son intervention au meeting des 40 ans de mai 68 à la Mutualité (<http://www.dailymotion.com/video/x5p5yt>).

Salut camarade, tu nous manqueras !



Daniel Bensaïd à l'université d'été de la LCR en 2007 (Photothèque Rouge)

UN FILM DE PATRIC JEAN

LA DOMINATION MASCULINE

« Je veux que les spectateurs se disputent en sortant de la salle » déclarait Patric Jean en tournant La Domination Masculine. Pari réussi. L'exposé est pédagogique, polémique, résolument antisexiste, mais sans prise de position marquée. Avant tout, il donne à voir. Pêle-mêle. Machine à laver rose pour ménagère de 8 ans, massacres d'étudiantes, envolées lyriques d'Éric Zemmour, traces de coups sur corps de femmes, opérations chirurgicales improbables, publicités, etc. Il déroule devant le spectateur un panel disloqué de sexisme quotidien.

Certain(e)s trouveront déstabilisante, voire agaçante, cette forme de narration décousue et l'absence d'une analyse donnée clé en main au spectateur. Mais pour traiter d'un sujet aussi vaste que le sexisme, avec l'ambition (achevée) d'en faire un documentaire tout public, le choix scénaristique se justifie. La Domination Masculine reste un film précieux, autant pour initier les profanes aux problématiques féministes que pour approfondir des questionnements militants - à ce titre,

la séquence sur les courants masculinistes ou celle sur une tablée de féministes québécoises en plein débat sont particulièrement intéressantes. Il faut aussi souligner la justesse du ton. Loin de tout schématisme, Patric Jean expose la complexité d'un système patriarcal que chacun(e) d'entre nous participe à reproduire chaque fois que nos attitudes divergent des beaux discours égalitaires. Un système où des femmes speed-datées avouent aimer « être dominées », et où des hommes prisonniers d'un idéal viril souffrent de l'humiliation d'un pénis trop petit. Sans jamais perdre de vue l'essentiel: c'est d'abord et surtout au détriment des femmes que ce système perdure. Ce sont elles qui en meurent par millier chaque année. N'en déplaise aux idéologues masculinistes, persuadés d'être victimes d'un matriarcat fascinant dès lors qu'il leur est interdit de violer et cogner en paix, et qui face à la caméra assimilent sans complexe féminisme et nazisme...

Fanny (Toulouse)

EKOÛÉ ET LE BAVAR (LA RUMEUR)

NORD SUD EST OUEST DEUXIÈME ÉPISODE

« Je suis un passeport sous scellé, voilà mon seul rapport à la citoyenneté »

Cet extrait du morceau d'Ekoué, Affreux, bête et dangereux, montre que le groupe La Rumeur est toujours aussi énervé. La Rumeur n'est en effet pas n'importe quel groupe de rap. Rappelons que depuis 2002, ce groupe de rap underground est poursuivi par le ministère de l'intérieur (Sarko super-flic à l'époque) pour avoir dénoncé les crimes policiers.

Ekoué et Le Bavar savent montrer qu'ils restent toujours des militants de choc de la cause des jeunes issus de l'immigration. Les morceaux du Bavar notamment, restent un véritable pavé dans la mare, face à un État français qui possède toujours des colonies en Guadeloupe ou en Martinique. Le Bavar résume ainsi son identité : « Pour la France je ne suis que chair à canon, un de ces damnés de la terre (...) négro fier de son épiderme terne. » A l'heure où le gouvernement multiplie les attaques racistes et augmente le nombre de soldats en Afghanistan, ces paroles raisonnent comme un appel à la révolte.

Cependant certains propos d'Ekoué nous ont interpellés. En effet, alors que l'identité du groupe s'était notamment formée autour de la dénonciation de la logique capitaliste d'exploitation, Ekoué se fait ici défenseur de l'idéologie capitaliste : « [J'ai] l'ambition à peine cachée de raisonner qu'en parts de marché, pas comme Georges Marchais ou Marie-George machin ». Alors que les jeunes, dans leur majorité, sont confrontés à la destruction des services publics, notamment celui de l'éducation, à la précarité ou au chômage, peut-on, comme Ekoué, proposer une solution individualiste, faisant naître l'illusion que tout jeune peut devenir un « chef d'entreprise », un PDG (qui vivra de l'exploitation des travailleurs et des jeunes) ? Pour notre part, si nous sommes anticapitalistes, ce n'est pas par pur idéalisme. C'est parce que nous pensons que ces solutions individuelles sont des mirages. Nous préférons nous inspirer de la grève générale de janvier-février derniers en Guadeloupe, que du modèle libéral que semble ici prôner Ekoué.

Aurélien (Paris)

AU FOND DU BOC@L

CHANSON DES OUVRIERS DE RENAULT SANDOUILLE



http://www.dailymotion.com/video/xbj3nq_sandouville_news

ON NE S'EN LASSERA JAMAIS !



<http://www.youtube.com/watch?v=1zVY1o4YIWM>

LIP DAUBE DE SARKOZY



<http://www.youtube.com/watch?v=F-AQnnNSTPc>

RÉFORME DES LYCÉES

LA GRIPPE CHATEL PLANE SUR NOS LYCÉES

Nous nous sommes procurés la réforme que Chatel a présentée le 10 décembre, qui est constituée de décrets et d'arrêtés qui étonnamment n'étaient toujours pas rendus officiels à l'heure où nous écrivons ces lignes. Le ministre a dit dans son discours d'introduction au Conseil Supérieur de l'Éducation que cette réforme n'était pas un « choix idéologique » mais une série de mesures qui améliorent le lycée. C'est bien tenté de sa part : contrairement à Darcos l'année dernière qui voulait présenter un projet de loi, Chatel fait juste quelques décrets, il donne l'impression d'avoir consulté les lycéens et leurs organisations, et il a même le soutien de certaines d'entre elles.

Un gouvernement moins bourrin, certes, mais pas pour autant moins déterminé à imposer ses choix. Cette série de décrets forme un tout. Ce ne sont absolument pas de petites améliorations sans cohérence. Ils sont tous dépendants les uns des autres.

DES ATTAQUES MAJEURES CONTRE L'ÉDUCATION

D'abord la réforme va individualiser les parcours avec la mise en place d'un accompagnement personnalisé de deux heures pour tous les élèves. Pendant que les meilleurs auront des cours d'approfondissement, qui leur permettront d'accéder aux grandes écoles et aux filières d'élites, les autres auront des cours de soutien, qui leur offriront simplement le niveau Bac, voir des heures d'orientation, qui viseront à les réorienter vers des filières qui offrent moins de garanties dans le monde du travail. Cela va renforcer les inégalités sociales entre les élèves

issus de milieux aisés qui pourront se payer des cours particuliers pour pouvoir accéder aux modules d'approfondissement ; et les élèves modestes qui n'en auront pas les moyens. Ce sera au proviseur du bahut de décider de l'emploi de ces heures, donc le fossé entre les lycées d'élites et les lycées poubelles sera creusé.

Le livret de compétences va également individualiser les diplômes. On n'aura plus LE Bac mais UN Bac. Il faudra décrire ce qu'on a fait au lycée, les enseignements qu'on a suivis, etc. Si on a fait plein de stages (non payés), qu'on a suivi des modules d'approfondissements ou qu'on vient d'un lycée réputé, on aura un meilleur livret, et donc plus de chances de se faire accepter dans une filière sélective que celui qui aura bloqué son lycée et qui vient d'un lycée poubelle !

LA RÉFORME VA SPÉCIALISER NOS DIPLOMES

Il n'y aura plus de maths à partir de la 1^{er} L, plus d'histoire-géo en terminale S, une nouvelle spécialité « droits et grands enjeux du monde contemporain » en terminale L qui ne sera sûrement pas proposée dans tous les bahuts et la spécialité SES sera divisée entre éco et socio en terminale ES...

Le ministre ne cache pas sa volonté : le but c'est que le Bac mène à une filière bien précise dans l'enseignement supérieur. Il le dit lui-même : pourquoi former des lycéens aux sciences pour qu'ils aillent « gâcher » en faisant de la socio ?

Les diplômes seront moins généralistes, ils offriront donc moins de possibilités pour la poursuite d'étude : dès 15 ans, on devra choisir son avenir.



Manifestation à Paris le 10 décembre (Photothèque du mouvement social)

La réforme va également renforcer la sélection.

Elle va permettre des réorientations en cours d'année, prétendument pour autoriser les corrections de trajectoires. En fait ces réorientations ne pourront aller que dans un sens : du général vers le techno, du techno vers le pro. Il y aura un tronc commun en première qui ne contiendra pas les matières scientifiques et économiques. On pourra donc se faire réorienter en L, car il y aura seulement 4h de spé, ce qui paraît possible à rattraper. Mais il sera impossible de se faire réorienter en ES ou en S, puisqu'il faudra rattraper 8h et 10h de spé. La réforme veut mettre en place des sas de remises à niveau pendant les vacances pour permettre ces réorientations. Le gouvernement insiste sur le fait que ces stages seront proposés aux élèves et ne seront pas obligatoires. Pourtant, le décret sous-entend que ce choix sera forcé : quand l'élève voudra aller dans une filière qui ne sera pas celle recommandée par le conseil de classe,

il sera contraint d'accepter le stage proposé par le proviseur...

Mais la preuve la plus flagrante du choix idéologique que contient cette réforme est la création d'un conseil pédagogique. Celui-ci sera composé de quelques profs choisis par le proviseur, et il aura les compétences qu'a aujourd'hui l'ensemble de l'équipe pédagogique.

Le proviseur pourra décider de l'emploi des heures d'accompagnement personnalisé et de la dotation en heures d'enseignement puisque si le Conseil d'Administration est opposé à sa proposition, il a désormais le droit de passer en force.

En échange la réforme propose une révolution pour le CVL : il sera désormais consulté sur la cantine et l'internat !...

Le lycée rêvé de Chatel, c'est un lycée où les proviseurs gèrent leur lycée comme une entreprise, et où les élèves et les profs ferment gentiment leurs gueules !

Jules (Rennes)

DÉCRETS

EXTRAITS CHOISIS

« Dans le cas où le conseil d'administration rejette la seconde proposition relative à l'emploi des dotations en heures d'enseignement et d'accompagnement personnalisé qui lui est soumise, le chef d'établissement en arrête l'emploi. »

« Le chef d'établissement peut assortir sa décision de faire droit à la demande d'orientation de l'élève de la condition que celui-ci s'engage à suivre un dispositif de remise à niveau. »

« Le nouveau cycle terminal [...] est organisé pour répondre aux objectifs suivants :

- laisser une marge de souplesse et d'initiative accrue aux établissements dans la gestion de leur dotation horaire afin de leur permettre de répondre de manière plus adaptée aux spécificités de leur public scolaire. »

« La classe terminale donne toute sa place à la spécialisation [...] dans la perspective notamment des poursuites d'études envisagées dans l'enseignement supérieur. »

« Les enseignements optionnels obligatoires ou facultatifs sont choisis par les élèves parmi ceux offerts par leur établissement » (Dans l'arrêté sur l'organisation et les horaires des enseignements du cycle terminal)

RÉPRESSION À REIMS

MATER LA CONTESTATION

Le jeudi 19 novembre, le lycée Roosevelt de Reims accueillait François Fillon, Luc Chatel et Valérie Pécresse venus promouvoir la politique du gouvernement en matière d'éducation, plus précisément sur l'individualisation des parcours. Avant leur arrivée à 14h, près de 300 lycéens se sont rassemblés pacifiquement pour protester contre la réforme Chatel, les suppressions de postes et le flicage dans les bahuts. Les journalistes et l'administration tenus à l'écart, les forces de l'ordre - qui avaient mis le quartier en état de siège - ont chargé le cortège sans sommation avec une violence inouïe créant la panique chez les manifestants. Plusieurs lycéens ont été blessés, dont un violemment tabassé par plusieurs flics après s'être fait isoler.

12 jeunes ont été interpellés sans motif et 9 sont restés en garde à vue 24h. Sans aucun moyen de préparer leur défense, les quatre majeurs (dont trois militants connus de la police), accusés arbitrairement sur la base de fausses déclarations, ont été contraints d'accepter la comparution immédiate. Ils ont écopé de peines allant de 3 à 4 mois de sursis tandis que les mineurs sont en attente de jugement. Cette répression poursuit clairement l'objectif de briser des militants du mouvement social et d'étouffer toute



contestation à la réforme Chatel. Un comité de soutien s'est mis en place suite aux choix des quatre jeunes de faire appel de la décision afin de dénoncer la répression, récolter des témoignages et les fonds nécessaires pour les frais de justice et d'avocats.

Nous faisons appel à la solidarité, les chèques sont à envoyer au « cri du peuple » - 67 Avenue Jean Jaurès - 51100 REIMS (mettre la mention « soutien aux inculpés » au dos du chèque).

Damien (Reims)

GRÈVES LYCÉENNES EN DÉCEMBRE

UN TOUR D'ÉCHAUFFEMENT

Après avoir cherché à nous embrouiller avec son tour de France des lycées, Chatel a présenté sa réforme. Il pensait peut-être que tout irait bien ? Pas de chance, les lycéens ont commencé à se mobiliser. Quel bilan tirer du début de ce mouvement ?

OÙ EN ÉTIIONS-NOUS EN DÉCEMBRE ?

5000 lycéens dans la rue, plusieurs dizaines de lycées bloqués et mobilisés, des AG interlycées et des coordinations qui se mettaient en place... Pas de doute, c'était bien un début de mouvement qui chaque semaine mobilisait plus de lycéens. Cela a rendu crédible la possibilité d'une lutte lycéenne massive à l'échelle nationale. Souvent, c'est un travail d'information depuis la rentrée de septembre qui a rendu possible les explosions parfois spontanées des lycéens.

Mais ce travail a été mené par peu de monde. Et c'est un problème important que les syndicats lycéens n'aient non seulement pas cherché à mobiliser mais n'aient même pas caché leurs sympathies pour la réforme ! Les vacances ont empêché le mouvement de poursuivre sa progression. En janvier, il est donc à reconstruire.

LES DIFFICULTÉS QUE NOUS DEVONS RÉSOUDRE POUR GAGNER

Il n'existe pas de recette magique qui permette de gagner à coup sûr. Mais la construction de la mobilisation ne peut pas se faire au hasard. Or, ce qui a souvent manqué sur les lycées c'est la compréhension à une large échelle des éléments fondamentaux qui permettent de gagner, c'est-à-dire d'une orientation cohérente et juste.

Cela suppose de subordonner la construction de la grève sur les lycées à un élément : gagner le retrait de la réforme Chatel. Cela a des conséquences directes sur les revendications, les rythmes de mobilisations, la stratégie du mouvement...

Avoir des revendications précises est ce qui permet de s'adresser à n'importe quel lycéen pour le convaincre que, entre la manif et le cours de français, il faut aller en manif. Or, même chez une partie des lycéens mobilisés ce n'est pas clair. Nous devons donc systématiquement prendre le temps d'expliquer les raisons fondamentales de la mobilisation. Une compréhension profonde et précise de la réforme est nécessaire chez tous les lycéens mobilisés. Il faut donc que l'ensemble des lycéens maîtrise ces éléments et pas seulement les plus convaincus. Des rythmes de mobilisation adaptés doivent permettre de tirer en avant l'ensemble du mouvement en s'appuyant sur les endroits les plus avancés. Or trop souvent, cette question n'est abordée que sous un prisme purement local : quand notre lycée est bloqué, on a l'impression qu'il faut faire des manifs tous les jours même si le mouvement n'en est pas encore là sur les autres lycées. A l'inverse, quand le bahut est peu mobilisé on peut avoir l'impression qu'il ne faut rien faire ! La définition des rythmes est donc centrale et nécessite d'avoir une vision plus globale et nationale du mouvement pour le faire progresser.

Résoudre ce type de difficultés nous permettra de construire une lutte massive qui renvoie Chatel et sa réforme aux oubliettes... Une bonne fois pour toutes !

Danny Dhan (Lille)

MOUVEMENT LYCÉEN

QUELLES PERSPECTIVES POUR GAGNER ?

On pouvait s'y attendre, le père Noël est passé, mais il a oublié d'apporter le retrait de la réforme Chatel ! A nous de le remplacer et d'obliger Chatel à abandonner sa réforme et ses suppressions de postes.

CONSTRUIRE UN MOUVEMENT MAJORITAIRE...

5000, c'est le nombre de lycéens qui étaient dans les rues dans toute la France avant les vacances. Si cela a permis de montrer qu'ils n'acceptaient pas la réforme, c'est loin d'être suffisant pour obtenir son retrait. Seule une mobilisation massive permettra de mettre suffisamment la pression sur le gouvernement.

Pour expliquer les chiffres encourageants mais peu importants d'avant les vacances, il faut revenir sur le rôle joué par le blocage. Dans la beaucoup de lycées, il est vu comme la seule manière de se mobiliser. Cela mène à des situations où une quelques lycéens mobilisés bloquent seuls sans faire le travail d'information susceptible de faire passer les autres lycéens de l'état de « je suis contre la réforme

» à « je me mobilise contre la réforme ». Dans ce cas là, la forte répression menée par le ministère grâce à ses représentants dans les lycées (proviseurs, flics...) est souvent efficace. Il est dur de tenir un blocage avec 15 lycéens contre 20 flics, et encore plus dur de ne pas céder à la démoralisation quand derrière le proviseur te convoque et te promet de graves soucis si tu continues.

Notre objectif doit être de convaincre la majorité des lycéens de la gravité de la politique du gouvernement. Pour

cela on peut organiser des AG, dans des salles, dans les bahuts afin de discuter de la réforme, de voir où en est la mobilisation sur le lycée (quand il y a plus de 100 personnes en AG, tu peux bloquer sans trop de problème !), et de prendre des décisions légitimes (blocages, débrayages...).

De fait, seule une mobilisation avec de forts noyaux militants (comité de mobilisation), qui organisent la grève (diffusions de tracts, assemblées générales...) dans leur lycée, qui sont coordonnés à l'échelle de la ville (pour

organiser des débrayages les jours de manif), de la région ou au niveau national afin de mettre en place une plate-forme de revendications et des rythmes de mobilisation communs à tous sera susceptible de faire peur au gouvernement.

...ET CHERCHER LA CONVERGENCE !

Les dernières mobilisations lycéennes ont montré la limite de la mobilisation des lycéens seuls. Quand ils se mettent en grève, ils loupent des cours et, au fond, à part eux, ça ne fait chier personne. Par contre si la majorité des profs refusait de faire passer le bac, on se retrouverait avec une génération sans diplôme ce qui mènerait à une situation économique critique. Le gouvernement ne pouvant accepter une telle situation serait obligé de céder. Il ne s'agit évidemment pas de la stra-

tégie à adopter pour gagner mais cela prouve qu'une mobilisation serait plus forte si les profs étaient en grève.

Le problème c'est que quand ils se mettent en grève les profs ne sont pas payés. Pour prendre cette décision ils doivent donc être convaincu qu'obtenir la satisfaction de leur revendication est possible. C'est là que les lycéens peuvent jouer un rôle important. Une mobilisation massive et majoritaire des lycéens, de fait médiatisée, popularisant dans l'opinion publique le refus de la réforme et des suppressions, serait une condition objective capable de donner confiance aux profs dans leur force face au gouvernement.

Pour réussir cela nous devons nous appuyer sur les dates de mobilisations qui existent, mais aussi chercher à pousser dans nos bahuts nos profs à la mobilisation !

Harry (Paris)



Manifestation à Paris (Photothèque du Mouvement Social)

SYNDICALISME ÉTUDIANT

SUD-ÉTUDIANT EN CONGRÈS

Le congrès de SUD-Étudiant a réuni une centaine de délégués pour 25 structures locales, représentant moins de 400 militants à jour de cotisations ayant voté.

Il n'a pas permis l'élaboration d'une orientation tournée vers l'extérieur et l'action. Il n'y avait pas de texte alternatif et les délégués étaient soumis à des mandats impératifs, obligés de voter comme leur AG locale (même si tout le monde n'est pas toujours d'accord dans une AG !). A la place d'un débat ont eu lieu des discussions amendement par amendement. Ce qui ressort est à cette image : une autonomie locale renforcée, chaque structure locale pouvant mener sa propre politique sans forcément chercher une cohérence et une efficacité au niveau national.

La question du regroupement syndical a tout de même été abordée, la volonté de fusion avec la Fédération syndicale

étudiante (FSE) est passée de justesse et un calendrier est donc prévu en vue d'un congrès de fusion. Mais il ne suffit pas d'acter le principe d'une fusion syndicale. Encore faut-il une orientation commune à mener localement en vue d'apprendre à travailler ensemble dans la perspective de l'unification. Si SUD n'est pas en mesure de décider d'une orientation nationale, on peut supposer que la fusion éventuelle ne sera pas l'occasion de déclencher une dynamique pour unifier l'ensemble du milieu syndical étudiant.

En l'absence de possibilité de proposer une orientation alternative, quelques amendements ont été déposés mais sans former une politique cohérente. Un amendement transformant l'autonomie locale en autonomie locale d'action, c'est-à-dire dans le cadre d'une orientation nationale, a été rejeté. Ont été adoptés de nombreux textes et propositions très théoriques et idéolo-

giques sur l'antifascisme, le féminisme, l'écologie, la précarité, les transports, les logiciels libres... Ou encore sur le lynchage des journalistes déformant les propos de SUD-Étudiant !

Le fonctionnement actuel ne permet pas à chaque sensibilité de s'exprimer et de peser proportionnellement. Les courants sont implicites, ce qui ne permet pas aux militants non expérimentés de saisir tous les débats. Plusieurs « groupes » se dégagent pourtant, des plus « autonomes », militant pour le fédéralisme total et avec une orientation qui s'adresse exclusivement aux étudiants les plus radicaux - déjà anticapitalistes, révolutionnaires, etc. - à ceux qui veulent se tourner vers l'extérieur, construire un outil avec une orientation moins idéologique mais répondant aux attaques du gouvernement pour entraîner l'ensemble du milieu étudiant.

Correspondant

RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS

MOBILISATION DANS LES IUFM

Cet été, le gouvernement a présenté les décrets d'application de la réforme de la masterisation. Alors que l'année dernière, les étudiants et enseignants à l'université s'étaient massivement mobilisés pour en obtenir le retrait, le gouvernement a décidé de passer en force. Que signifie cette réforme ? Outre le fait que le droit de passer le concours est reculé d'un an (de bac+3 à bac+4) ce qui signifie une sélection sociale accrue, les décrets d'application sur les stages en disent plus sur le devenir des futurs candidats aux concours de recrutement. Auparavant, un étudiant qui réussissait le concours de recrutement (CAPES, agrégation ou concours de professeur des écoles) obtenait le statut de fonctionnaire-stagiaire. Ce statut permettait aux enseignants stagiaires de bénéficier à la fois d'une formation sur le terrain avec un stage en responsabilité de 216 heures par an (soit quatre à six heures par semaine, aidé par un « tuteur ») et une formation pédagogique par l'IUFM (Institut universitaire de formation des maîtres). Cette année de stage était rémunéré environ 1300 euros par mois.

Désormais, avec la masterisation, ce statut de professeur stagiaire disparaît. La circulaire sur les stages fixe l'organisation des stages en responsabilité pour les étudiants en M2, c'est-à-dire qui seront en train de préparer le concours. L'étudiant prendra désormais la classe d'un enseignant en responsabilité et se charge de l'enseignement pendant une durée de 108 heures. Et désormais, les étudiants pourront assurer un service de 18 heures par semaine, c'est-à-dire un temps complet de professeur en responsabilité. Ainsi, les étudiants en préparation de concours pourront être utilisés comme moyens de remplacement, pendant que le ministère supprime les postes de remplaçants. En effet, ce chiffre de 108h n'est pas calculé au hasard. L'équation est sim-

ple : pour les enseignants du secondaire, qui font un nombre d'heures de 18h maximum : 108h = 6x18h, soit 6 semaines de remplacements. Pour les enseignants du premier degré, qui font un nombre d'heures de 27h maximum : 108h = 4x27, soit 4 semaines de remplacements. Par ailleurs, ce stage sera rémunéré 3000 euros... à l'année. Un rapide calcul permet de faire la différence : auparavant, un stagiaire touchait 12 fois 1300 euros par an.

UNE SUPPRESSION PURE ET SIMPLE DES IUFM

Dans le cadre de cette réforme, il est évident que c'est l'avenir même des IUFM qui est en danger. En effet, en supprimant l'année de stage rémunérée, le ministère supprime de fait la formation pédagogique qui accompagnait le stage en responsabilité. Les IUFM n'ont donc, pour le ministère, plus de raison d'être. C'est pour ces raisons que, depuis plusieurs semaines, les étudiants en IUFM se mobilisent pour obtenir le retrait de cette réforme et de ses décrets d'application. Alors que durant le mois de novembre des Assemblées Générales se sont déroulées dans un certain nombre d'académies, le 7 décembre dernier a eu lieu une première journée de mobilisation dans les IUFM. Cette journée était appuyée par les directeurs d'IUFM, qui voient bien le danger de la réforme pour leurs établissements. Cette journée a vu des mobilisations dans la quasi-totalité des 32 IUFM en France. Ensuite, le 15 décembre, une journée d'action était appelée par les syndicats dans l'ensemble de l'éducation contre cette réforme de la masterisation : encore une fois, les étudiants en IUFM se sont mobilisés dans toute la France. Ils ont raison. Plus que jamais, nous devons exiger le retrait de la réforme de la masterisation, qui vise à faire de tous les enseignants des précaires.

Aurélien (Paris)

DANS LES LYCÉES

NANTES, UNE RADICALITÉ QUI DOIT SE MASSIFIER !

Sur Nantes, la lutte des lycéens a été très radicale. Dès novembre de nombreux lycées ont bloqué. Et organisé des actions coups de poing. La reconduction du mouvement s'est faite rapidement ; fin novembre, plus de 10 lycées ont été bloqués en une semaine.

La limite est un manque de fond en début de mouvement, avec des manifs rassemblant rarement plus de 500 personnes. Du fait de l'absence de mouvement national, le mouvement a perdu de l'ampleur et la répression s'est accrue. La pression a tout de même été maintenue avec deux manifs par semaines jusqu'aux vacances.

NÎMES

Malgré une forte répression (flics présents sur les blocages avec flashball...), les lycéens se sont mobilisés en étant jusqu'à 500 en manif. Le 15 décembre, ils se sont retrou-

vés dans la rue avec les IUFM. La mobilisation en est pour l'instant à ses débuts et n'est pas très massive, mais une coordination lycéenne s'est mise en place pour chercher à étendre le mouvement dès la rentrée.

MULHOUSE

Les mouvements lycéens sur Mulhouse ont toujours été particuliers. D'abord par le côté imprévisible de la masse de jeunes mobilisés, mais surtout par la répression qui fait de chaque manif quelque chose d'inoubliable...

La répression administrative est extrême. Quant à la répression policière, elle s'est amplifiée. Les flics arrêtent des lycéens « de peur que ça dégénère », comme l'affirmait un policier au procès de Yacine, un camarade arrêté au hasard (ou pas).

Fort heureusement ces petites mesquineries gouvernementales ne nous font pas perdre confiance en la lutte... Qui continue !



À l'occasion de la sortie de son album Alma Mater, Benoît XVI nous explique sa passion du rock. C'est à Rome que nous sommes allés à sa rencontre. Il nous reçoit dans sa villa du Vatican, au bord de son jacuzzi d'eau bénite, après une chaude nuit de prières. Interview sans concession.

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE : Ton nouvel album sort chez Geffen Records, propriété de Vivendi Universal. Quelle est la genèse de ce disque ?

BENOÎT XVI : Ça fait quelques années que je voulais absolument cet album. Jean-Paul II avait sorti Abbà Pater chez Sony classic. J'ai changé de maison de disques pour pouvoir faire la musique qui représente mes racines, qui viennent du blues, du rock, et des psaumes.

On a enregistré en partie à Abbey Road - ce n'est pas un monastère mais le studio des Beatles - avec un orchestre philharmonique. Les Beatles, c'est la référence ultime. Enregistrer dans leur studio c'était une manière de m'ancrer dans un mouvement musical. Le recours à l'orchestre, c'est aussi pour montrer que l'esprit de la musique peut réunir tout le monde. Certains grands groupes ont fait ce genre de duos avant moi : Deep purple, Metallica... C'était une manière de leur rendre hommage.

L'ÉA : Le style de ces rockers, c'était « Sex, drug and rock and roll ». Toi ce serait plutôt « Abstinence et hosties »...

BX : (Rires) Et opium du peuple ! Plus sérieusement, je veux affirmer un mode alternatif, un nouveau profil. Mais c'est toujours la musique qui compte !

L'ÉA : Tu as enregistré des textes dans plusieurs langues et une partie des bénéfices sera reversée à des associations s'occupant d'enfants... On pense évidemment à « We are the world » de Michael Jackson.

BX : Michael nous manque beaucoup. Nous avons une passion commune pour la musique, les mises en scène, la proximité des enfants... Nous avons chacun tenté d'imposer un style nouveau tout en respectant l'ancien. Nous avons rencontré le même succès auprès du public et les mêmes accusations. Lui comme moi avons pour références des mecs comme Jésus Christ, celui qui disait « laissez venir à moi les petits enfants »...

L'ÉA : Peut-on comparer vos carrières ?

BX : Michael et moi avons débuté très jeunes, lui avec les Jackson five, moi avec une organisation de jeunesse en Allemagne. Je n'ai jamais su faire le moonwalk, mais j'aime beaucoup le mouvement de retour en arrière. C'est l'esprit que j'ai tenté d'insuffler dans mon groupe : toujours se référer au passé, à la grande époque des Croisades, de l'Inquisition. A l'époque les mecs savaient s'éclater !

L'ÉA : Tu as choqué, quelques mois avant ton enregistrement, en réintégrant quatre membres de ton groupe qui avaient été écartés pour leurs propos antisémites...

BX : Je leur ai dit : « les gars, ce que vous faites en dehors de la scène et du studio, ça me regarde pas, mais si vous voulez qu'on dépasse nos problèmes du passé, moi je vous tend la main ». Ça s'est fait aussi simplement. J'avais besoin de ressouder mon crew comme disent les rappeurs, parce qu'aujourd'hui la concurrence est rude ! Et puis un soir j'avais dîné avec l'évêque Williamson, je lui ai dit que je voulais qu'il m'écrive des textes en latin. En plus, là il peut lâcher des propos négationnistes, personne ne comprend !

L'ÉA : On t'a connu très agressif vis-à-vis de tes concurrents. Notamment l'islam...

BX : Ça fait partie de l'esprit ! Les Beatles et les Stones, Michael Jackson et Prince, Oasis et Blur, NTM et IAM... Il y a toujours en ces rivalités dans la musique ! Moi j'assume d'avoir traité les musulmans de terroristes pendant ma tournée en Allemagne ! Et si certains veulent en discuter, ils peuvent venir ! C'est pas à mes potes évêques qu'il faut chercher des crosses (rires) !

L'ÉA : Tu cultives ce côté chef de bande, bad boy, et en même temps tu parles d'amour, de Dieu, des enfants... Comment l'expliques-tu ?

BX : Je veux aller à contre-courant. Par exemple, tous les artistes chantent contre le SIDA. Moi je vais en Afrique et je dis que l'avoir c'est pas si grave... Dans séropositif il y a positif ! C'est ça être rebelle ! Les petites vanes comme ça, c'est mon pote Jean-Marie Bigard qui m'a appris à les faire. Il était venu me rencontrer avec Sarkozy.

L'ÉA : Tu portes des robes et en même temps que tu dis que les femmes sont inférieures aux hommes et que l'homosexualité est une abomination...

BX : C'est vrai mais attention ! Je reconnais ce qu'apportent les femmes. Mon album s'appelle Alma Mater, c'est une référence à Madonna. Elle a tout accompli. C'est peut-être une des seules carrières que j'échangerais avec la mienne. Même si c'est une femme et que je réitères qu'elles ne sont pas les égales des hommes.

L'ÉA : Tu défends ce côté puriste du rock aussi bien dans ta musique que dans ton style de vie. A 82 ans, tu es toujours célibataire et tu écumes les routes. N'est-ce pas un coup marketing ?

BX : (Rires) Non, j'aime ce que je fais et jamais je ne ferai autre chose. Je ne fais pas ça que pour le fric, mais aussi parce que c'est mon style de vie : jamais de capote, du vin pendant les shows, foutre le feu à des cierges... Qu'une maison de disques en fasse une image marketing, ce n'est pas mon affaire. Tant qu'elle ne me fait pas passer pour un Jonas brother ou un petit jeune préfabriqué de la Star Ac, je m'en fous.

L'ÉA : Tu penses continuer à jouer la provoc' jusqu'à la fin de ta carrière ?

BX : Peut-être bien. Maintenant que je suis sur le même label que des gens comme Snoop dog, je pourrais envisager des duos qui en surprendraient plus d'un ! Par contre je ne chanterai jamais avec Elton John ou un homo comme lui !

L'ÉA : Un mot sur Johnny Hallyday pour finir ?

BX : Même s'il a chanté « Jésus Christ est un hippie », il peut venir se reposer au Vatican quand il veut. Nous aussi on est un paradis... Fiscal !



L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

DEMANDEZ, LISEZ

TOUT est à nous !

LE JOURNAL DU NPA

UN NOUVEAU JOURNAL POUR LA NOUVELLE GÉNÉRATION MILITANTE



UN JOURNAL POUR METTRE LE FEU !

Pour prendre contact avec les jeunes du NPA :
contact-jeunes@npa2009.org // www.npa2009.org